

CHARLES DE LASTEYRIE DU SAILLANT

(1877 – 1936)

Répertoire numérique détaillé



Inventaire réalisé par Aurore Cartier,
Archiviste-paléographe

2011

Biographie sommaire

Fils du Comte Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, Charles de Lasteyrie est né le 27 août 1877. Il fait ses études secondaires à l'école Bossuet avant de rejoindre le lycée Louis le Grand puis l'École des Chartes où il entre au mois de novembre 1885 comme sixième d'une promotion dont était le plus jeune. Il en sort en 1899 également sixième après avoir soutenu une thèse sur l'abbaye de Saint-Martial de Limoges. Ayant ainsi satisfait au désir de son père, il s'oriente par la suite vers l'Inspection des finances à laquelle il est reçu en 1902. En 1909, il en donne pourtant sa démission et se tourne vers les milieux d'affaires et industriels. Il entre notamment dans divers conseils d'administration d'établissements bancaires et industriels. Apprécié pour ses compétences et la sûreté de son jugement, il est ainsi chargé en 1912 par le Président Charles-Roux d'aller étudier à Alexandrie la situation de la Land Bank d'Egypte dont il relève les finances avant d'en être nommé président.

En mars 1914, Charles de Lasteyrie effectue son service militaire au sein du 12^e région du corps d'armée, comme sous-lieutenant d'infanterie des services spéciaux du territoire. La mobilisation générale du 3 août l'affecte officiellement à ce poste où il officie au sein de la Commission départementale d'évaluation des réquisitions instituée à Tulle en Corrèze. Le décembre 1914, en raison de ses connaissances de la première région repliée sur la 12^e, il demande son affectation à l'État-major de la région du Nord à Boulogne-sur-Mer où il exerce alors comme officier de liaison entre les différents États major alliés. En septembre 1915, il est envoyé à Folkestone auprès du commandant Wallner délégué du grand QG pour une affaire intéressant le renseignement. Grâce à ses qualités, il est chargé avec le commandant Bardé du service de renseignement, travaillant en étroite collaboration avec le service de la censure, dont il assure même la direction en l'absence du commandant. Ces fonctions dans le renseignement et d'espionnage l'amènent à circuler sur le territoire mais aussi à l'étranger. Le 17 septembre 1915, il est ainsi envoyé en mission auprès de l'armée belge puis en Angleterre.

Le 10 novembre, Denis Cochin alors ministre d'État aux affaires étrangères chargé du blocus dans le 5^e cabinet Briand (29 octobre 1915 – 12 décembre 1916), l'appelle auprès de lui comme chef de cabinet. C'est à ce titre qu'en novembre 1915, il l'accompagne en Grèce lorsque les nouvelles d'Orient aggravent les inquiétudes du gouvernement français sur cette région ainsi qu'en Italie où il accomplissait une mission en Europe orientale. En mai-juin 1916, Lasteyrie, toujours lieutenant de réserve, est autorisé à se rendre à Londres comme chef de Cabinet du Ministre d'État, Denys Cochin. Le 7 janvier 1917 il reçoit un congé sans solde de la l'État major de la région du Nord pour être officiellement détaché comme chef de cabinet de Denys Cochin, alors sous-secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères en charge du blocus depuis décembre 1916. En mars 1917, Denis Cochin confie à Charles de Lasteyrie la direction des affaires financières du blocus.

Dans le cadre de cette nouvelle fonction et grâce à son passage à l'Inspection, Charles de Lasteyrie est chargé, partiellement sous tutelle du ministère des finances, de plusieurs missions financières importantes avec le titre de « délégué financier du gouvernement français ». Il est ainsi amené à réaliser deux missions financières en Suisse ou en Espagne avec pour objectif la négociation de plusieurs emprunts français. Cochin quitte ses fonctions le 2 août 1917 et est remplacé le 17 août par Albert Métin tandis que Charles de Lasteyrie, en mission en Espagne, conserve son poste de directeur financier. Le 22 août 1917, il est totalement mis à disposition du ministère des affaires étrangères par le Ministère de la guerre dont il était toujours dépendant. Le 5 janvier 1918, le Ministre des Finances le désigne comme délégué financier rattaché au service

financier de l'Ambassade de France dirigé par Barrail pour conclure un accord financier avec le gouvernement espagnol. Le 25 janvier 1918, il est également désigné comme un des représentants du gouvernement français au secrétariat général du Conseil interalliés des achats de guerre et des finances tout en poursuivant ses missions sur les questions intéressantes les rapports financiers de la France avec notamment la Suisse, l'Espagne, les pays scandinaves et d'autres pays alliés ou neutres. Une mission qui l'a d'ailleurs conduit à recevoir l'insigne de Grand-Croix d'Isabelle la Catholique en juin 1918. Dès le lendemain de l'armistice, Charles de Lasteyrie est rappelé d'Espagne par le Ministre des Finances pour être envoyé en qualité de plénipotentiaire aux Conférences de Spa où à côté du Maréchal Foch et dans les divers comités de « dix » puis des « quatre ». Il prend ainsi une part active aux renouvellements de l'armistice et à la préparation du Traité de Versailles, un travail récompensé par l'obtention de la Croix de chevalier de Légion d'honneur le 16 novembre 1919.

A cette date, Charles de Lasteyrie est également élu député de la Corrèze sur la « liste républicaine de défense sociale » comme l'avait précédemment été son père Robert de Lasteyrie également pour la Corrèze et son grand-père Ferdinand de Lasteyrie pour Paris. Son parcours et sa formation le prédisposaient à la gestion des finances, des qualités qu'il put exercer au sein de la Commission financière au sein de laquelle il fut nommé rapporteur général du budget. Grâce au travail effectué au sein de la commission, le 15 janvier 1922 au moment de la formation du Cabinet Poincaré, celui-ci décide de lui confier le portefeuille des Finances. Il partage sa conviction que la clé des difficultés financières de la France se trouve entre les mains de l'Allemagne et que celle-ci doit payer. Dans l'attente des versements allemands, seul l'emprunt est alors à même de financer la reconstruction des régions dévastées, le gouvernement estimant qu'il ne convenait pas de demander un effort supplémentaire aux contribuables français. Sur le plan du budget ordinaire, en admettant que celui-ci puisse être équilibré par l'impôt, Lasteyrie professe alors qu'il pourrait l'être, sinon dès 1922, du moins dans un proche avenir par le seul accroissement du produit des impôts existants à condition d'obtenir un peu plus de rigueur dans leur établissement et leur recouvrement. Cette doctrine est cependant rudement mise à l'épreuve par la crise monétaire, qui, inquiétante dès l'automne 1922, met durement en péril le franc au cours de l'hiver 1923 par la suspension complète des paiements allemands. Pour 1923, Lasteyrie prend le parti de présenter au parlement un budget ordinaire en déficit de 4 milliards mais le projet déposé en mai 1922 n'est voté définitivement qu'en juin 1923 ce qui l'oblige cette année-là - comme déjà en 1922 - à recourir à de nombreux douzièmes provisoires. Cependant, dès 1922, le Trésor éprouve quelques difficultés à se procurer les ressources indispensables et, après avoir légèrement diminué au milieu de l'été le taux d'intérêt des bons du Trésor, le ministre des Finances est de nouveau contraint de le relever au début de l'automne. A la fin de l'année, incapable de rembourser deux milliards à la Banque de France en application des dispositions prises en 1920, il est contraint de passer une nouvelle convention avec celle-ci pour réduire le remboursement à 1 milliard. Toutefois, il parvient tout de même dans le courant de l'année à rembourser une partie des dettes extérieures de la France. Dans cette situation difficile Lasteyrie sent qu'il lui faut au moins conserver l'intégralité des recettes de l'État et s'efforcer d'alléger les charges publiques. S'il s'oppose avec vigueur et succès, en mars 1922, à un allègement de l'impôt sur les salaires réclamé par les socialistes, il ne peut empêcher la majorité gouvernementale d'alléger l'impôt sur les bénéficiaires des exploitations agricoles.

Pour tenter de réduire les dépenses de l'État, il comprime alors l'effectif des fonctionnaires, sans leur supprimer pourtant le bénéfice de l'indemnité de cherté de vie. Il charge une commission de dresser la liste des économies possibles et une autre d'étudier la réforme des monopoles de l'État. Il entreprend de doter les Postes d'un budget conçu « selon une formule industrielle » et envisage de réorganiser les arsenaux et même l'armée. Pour alléger la charge des dommages de guerre, sans oser aller aussi loin qu'il l'avait formulé en tant que député, il songe à modifier les conditions d'indemnisation des sinistrés. Il s'efforce en outre de limiter le montant

des emprunts émis pour la reconstruction et s'emploie d'autre part à liquider les comptes spéciaux du Trésor. Par ailleurs, il cherche à rendre plus efficace l'administration des Finances en la dotant de moyens statistiques, puis en réorganisant la direction de la comptabilité publique. Enfin, pour accroître le rendement de l'impôt sur le revenu, il estime nécessaire de renforcer le contrôle des déclarations, et tout spécialement celles des possesseurs de revenus mobiliers. Il propose ainsi d'instituer à cette fin un « bordereau de coupons » mais devant l'hostilité de la majorité il renonce vite à cette mesure et la combattra même lorsqu'en 1923 la commission des finances proposera à son tour la création d'un « carnet de coupons ». De même il défendra résolument les titres au porteur contre les socialistes qui voulaient leur substituer des titres nominatifs et le fisc, pour renforcer son contrôle, devra se contenter de recourir aux signes extérieurs de richesse.

Au début de 1923, en réaction à la suspension du paiements des réparations par l'Allemagne, la Rhur est occupée mais les difficultés de trésorerie et la crise monétaire s'aggravant. Charles de Lasteyrie, alors obligé de renier les principes qu'il avait proclamés, tente d'obtenir du parlement l'institution d'un double décime sur l'ensemble des contributions mais, le 8 mars, la Chambre repousse ses propositions sans qu'il pose la question de confiance et, se conformant à l'avis de la majorité, il se résigne à recourir à nouveau aux bons du Trésor. Il réduit cependant le montant des emprunts du Crédit national et paye en obligations certains dommages mobiliers. Assisté en 1923 d'un sous-secrétaire d'État aux Finances - poste créé par la loi du 30 mars est occupé à cette date par Albert d'Aubigny - il entreprend de faire voter par le parlement une réforme du régime des pensions civiles et militaires et une réforme du régime de la taxe sur le chiffre d'affaires qui étend la pratique du forfait. Il obtient également le vote d'un projet déposé par son prédécesseur et relatif à l'apurement des comptes de la période de guerre. Il répond le 23 mai, au sujet d'indiscrétions commises par des fonctionnaires des finances, à l'interpellation de François Arago qui, en fait, vise moins le gouvernement qu'un organe de presse, puis, le 3 juillet, à une interpellation sur le statut des receveurs-buralistes. A l'automne de 1923, Charles de Lasteyrie doit faire face au mécontentement grandissant provoqué par la hausse du coût de la vie et aux revendications des fonctionnaires qui réclament la majoration de leurs traitements. En conséquence, il accepte seulement de revaloriser les indemnités de résidence et de charges de famille. Il renonce à soumettre au parlement un projet de budget en bonne et due forme pour 1924 et se contente de percevoir les impôts et de renouveler les bons du Trésor. Incapable d'exécuter la convention qu'il avait lui-même passée avec la Banque de France l'année précédente, il est réduit à en conclure une nouvelle et à n'opérer qu'un remboursement symbolique. Cependant, poursuivant ses efforts pour alléger la charge des dommages de guerre, il saisit le parlement d'un projet modifiant les conditions d'indemnisation. Il lui soumet également un projet qui tend à faciliter le recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. La situation du franc continuant à se détériorer au point de provoquer une panique dans l'opinion et les difficultés de la trésorerie devenant critiques, Lasteyrie et Poincaré décident d'obtenir du parlement ce qu'il leur avait refusé quelques mois auparavant. Le 17 janvier 1924, ils déposent un projet de loi portant création de 7 milliards d'impôts nouveaux, autorisant le gouvernement à créer, par décrets lois, des réformes administratives susceptibles de procurer un milliard d'économies et, subsidiairement, supprimant le monopole des allumettes, instituant une caisse de pensions de guerre et comportant des mesures de lutte contre la fraude fiscale et de contrôle des revenus mobiliers.

Lors des élections législatives de 1924, l'impopularité de certaines réformes prise au cours de son mandat lui vaut de ne pas être réélu comme député de la Corrèze en 1924. Il doit attendre le 14 mai 1928 pour que les électeurs de la deuxième circonscription du XVI^e arrondissement de Paris, cette fois-ci, le rappellent à la vie parlementaire et lui témoignent de leur confiance à deux reprises en 1932 et 1936. Comme au cours de son précédent mandat, il se préoccupe particulièrement de questions économiques, financières et sociales telles que les assurances

sociales, les emprunts russes, l'école unique et devient rapporteur du budget de l'Alsace-Lorraine. Il est également désigné président du Comité d'Arbitrage pour Paris et la banlieue. Il meurt à Paris le 26 juin 1936.

Sources :

JOLLY (Jean), Notice *biographique extraite du dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940* (http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=4386)

LESORT (André), *Charles de Lasteyrie, Bibliothèque de l'École des chartes*, vol. 97, 1936, pp. 453-456

Bibliographie

- BARIETY (Jacques), *Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale*, Paris, Pédone, 1977, 797 p.
- BERNSTEIN (Gisèle et Serge), *La Troisième République, Les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, Editions M.A., 1987, 356 p.
- CLEMENTEL (Etienne), *La France et la politique économique interalliée*, Paris : Presses universitaires de France ; New Haven : Yale University Press, impr.1931, 376 p.
- JEANNESSON (Stanislas), *Poincaré, la France et la Ruhr 1922-1924. Histoire d'une occupation*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1998, 432 p.
- JEANNESSON (Stanislas). *Pourquoi la France a-t-elle occupé la Ruhr ?*; Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°51, juillet-septembre 1996. pp. 56-67
- JOLLY (Jean) (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*, Paris, PUF, 1960-1977, 8 vol
- MILZA (Pierre), *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 1995, 192 p.
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, *Les ministres des finances de 1870 à nos jours*, Paris, 1992, 275 p.
- MOUTON (Marie-Renée), *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)*, Berne, Peter Lang, 1995, 597 p.
- RENOUVIN (Pierre) (dir.), *Histoire des relations internationales*, vol. 3 : De 1871 à 1945, Paris, Hachette, 1994, 998 p.
- VAÏSSE (Maurice), *Sécurité d'abord : la politique française en matière de désarmement*, 9 décembre 1930 – 17 avril 1934, Paris, Pedone, 1981, 653 p.
- WEILL-RAYNAL (Etienne), *Les réparations allemandes et la France*, Nouvelles éditions latines, 1947, 2348 p.

Travaux de Charles de Lasteyrie

- LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *L'inspection générale des finances*, 1 vol., 1908, 189 p.
- LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *La situation financière*, Bureau de la revue politique et parlementaire, 1 vol., 1914, 43 p.
- LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *L'abbaye de Saint-Martial de Limoges : position de thèse*, École nationale des Chartes, 1899, 24 p.

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Discussion générale du budget de l'exercice de 1932 : Discours sur la situation financière, prononcé à la Chambre des députés le 11 février 1932*, Paris, imp. de la Fédération républicaine de France, 1932, 29 p.

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au redressement budgétaire : Discours prononcés aux séances de la chambre des députés des 11 et 12 février 1933*, Imp. des journaux officiels, 1933

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Discours prononcé au banquet de la chambre e commerce de Paris, le 5 octobre 1922*, imp. nationale

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Pour la défense des finances françaises : discours politiques*, Plon-Nourrit et Cie, 1925

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant : 1^o ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1921, au titre des budgets ordinaires et extraordinaires ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1922 (7 juillet)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1922, au titre du budget général (renvoyé à la Commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1922 (20 juillet)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1922, au titre de la liquidation des stocks et du ravitaillement général (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République, par M. Lucien Dior, ministre du commerce et de l'industrie, par M. Charles Reibel, ministre des régions libérées, et par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1922 (20 juillet)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi concernant la liquidation des comptes spéciaux du trésor, renvoyé à la Commission des finances, présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1922 (10 novembre)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre des budgets annexes des chemins de fer de l'Etat et des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Yves Le Trocquer, ministre des travaux publics et par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1922 (20 juillet)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant : 1^o Ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables au mois de juin 1923 ; 2^o Autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances*, Paris : Impr. nationale, 1923 (7 juin)

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi portant autorisation de percevoir, pendant l'année 1924, les droits, produits et revenus publics ainsi que d'émettre et de renouveler, pendant la même année, des valeurs du Trésor à court terme (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances, Paris : Impr. nationale, 1923. (26 novembre.)*

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi, adopté par la Chambre des députés le 22 février 1924, adopté avec modification par le Sénat le 18 mars 1924, modifié par la chambre des députés le 21 mars 1924, modifié de nouveau par le Sénat le 22 mars 1924, ayant pour objet la réalisation d'économies, la création de nouvelles ressources fiscales et diverses mesures d'ordre financier (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française par M. Raymond Poincaré, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances, Paris : Impr. nationale, 1924. (22 avril.)*

LASTEYRIE DU SAILLANT, (Charles de), *Projet de loi [adopté par la Chambre des députés] portant : 1° autorisation de percevoir, pendant l'année 1924, les droits, produits et revenus publics ainsi que d'émettre et de renouveler pendant le même exercice des valeurs du Trésor à court terme ; 2° ouverture de crédits sur l'exercice en vue du relèvement de l'indemnité pour charges de famille et des indemnités de résidence (renvoyé à la commission des finances), présenté au nom de M. Alexandre Millerand, président de la République française, par M. Charles de Lasteyrie, ministre des finances, Paris : Impr. nationale, 1923. (9 février 1924)*

Sources complémentaires

Cet état des sources ne vise aucunement à l'exhaustivité mais propose simplement, en lien avec le fonds, quelques pistes à explorer pour cerner de plus près le parcours de Charles de Lasteyrie du Saillant ou bien au contraire élargir ses connaissances et rebondir les événements et acteurs marquant de cette période.

Archives nationales

F/ 30 Ministère des Finances

Papiers provenant des cabinets de différents ministres des Finances. Correspondance (F30 2385 à 2392) : Cabinet de Klotz (2386), Cabinet de François-Marsal, 1920 (2387 à 2389) et Cabinet de Lasteyrie, 1922-1924 (2387 à 2389).

Direction des finances extérieures : Allemagne 1919-1939 (534 à 611) dont Rapports des représentants diplomatiques de France en Allemagne, sur la situation économique (534 à 546), Application de l'armistice et du traité de Versailles (577 à 583), Occupation de la Ruhr (582 et 583) ; Chine 1920-1940 (670 à 684) : Banque industrielle de Chine ; États-Unis d'Amérique 1914 – 1939 (687-697) : Achats. Contrat avec la Banque Morgan (718), Dettes de la France envers les États-Unis (780 à 789), Dettes interalliées (781 à 783), Mission Parmentier (784), Autres accords et négociations financières (786-792) ; Grande-Bretagne 1914-1934 (797 à 936) : négociation franco-britannique sur les dettes de guerres (926-930), Conférence de Londres et affaires diverses (931-933) ; Russie (1064 à 1118) 1918-1935 : Traité de Brest-Litovsk et traités complémentaires (1064), Conférence franco-russe de 1924 (1099), Pacte franco-soviétique (1104) ; Autres : Hongrie (965-969), Italie (990-995), Sarre (1119-1139), Alsace-Lorraine (1188-1227)

Conséquences de la guerre et problème des réparations : Préliminaires de l'armistice 1919 (1262) ; Conférence des ambassadeurs 1921-1925 (1263) ; Traité de Versailles 1919-1934 (1267-1270) ; Frais des armées d'occupation 1919-1924 (1271) ; Marks pour troupes d'occupation en Rhénanie 1921-1929 (1273) ; Négociations entre les Alliés de l'Allemagne au sujet des réparations. 1920-1926 (1274-1277) ; Plan Dawes 1921-1930 (1278-1301) ; Plan Young 1919-1939 (1302-1327) ; Moratoire Hoover et Conférence de Lausanne 1931-1933 (1328-1340) ; Dettes et Réparations 1917-1940 (1359-1374) ; Conférence de Gênes 1922 (1375) ; Conférence de La Haye 1922 (1376)

Pétroles de Mésopotamie (1402-1431)

Assurance-crédit - Loi du 10 juillet 1928 (2096-2097) : Assurance-crédit dans les pays étrangers (1926-1939), préparation et vote de la loi du 10 juillet 1928, Dossier général (1936). Refonte de l'arrêté du 26 novembre 1928. Arrêté du 21 novembre 1938. Plafond des engagements (1928-1939), Modification du système de l'assurance-crédit : loi du 18 août 1936

F/23 Service extraordinaire des temps de guerre

Blocus de l'Allemagne 1915-1919 (129-135) : Comité de restriction des approvisionnements et du commerce de l'ennemi (procès-verbaux, etc.)

AJ Fonds divers remis aux archives nationales : AJ/27 : Service de liquidation de la flotte commerciale d'État, Service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor ; AJ/24 : Office de reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion (ORI) ; AJ/25 : Office de reconstitution

agricole des régions envahies (ORA) ; AJ/26 : Bureau national des charbons ; AJ/28 : Dommages de guerre

AP Fonds privés : 317 AP Louis Marin, 470 AP Alexandre Millerand, 599 AP Joseph Caillaux etc.

Archives de l'Assemblée Nationale (AN)

Archives de la XIIe législature (8 décembre 1919-24 mai 1924) : Commission des Finances (C 14 772 à 14 795)

Archives de la XIVe législature (1er juin 1928-31 mai 1932) : Commission des Finances (C 14 883 à 14 904) ; Alsace-Lorraine 19 juin 1928-24 mars 1932 (C 14877) ; Assurance et prévoyance sociales (C 14878 et C 14879).

Autres institutions :

- Archives diplomatiques, La Courneuve
- Archives départementales de Corrèze
- Archives de Paris, Porte des Lilas
- Service historique de la Défense - Vincennes
- Archives de la Banque de France

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

Archives privées	15
Papiers personnels.....	15
Études et publications	16
L'homme d'affaire	16
Archives publiques.....	17
Inspection des finances.....	18
De la guerre au Ministère du Blocus et des régions libérées	19
Délégué financier pour la France à la Commission internationale permanente d'Armistice	23
Renouvellement de l'armistice	23
Le député de la Corrèze	27
Réparations et affaires allemandes.....	27
Budgets et loi de finances (1920-1921)	28
Activités du député.....	29
Le ministre des finances (1922 – 1924).....	31
Fiscalité, réforme de l'impôt (1919-1924).....	31
Finances et comptabilité.....	32
Budget de 1923	33
Dettes et réparations.....	34
Conférences internationales.....	35
Occupation de la Ruhr.....	37
Inflation et cherté de la vie	38
Intérêts bancaires et industrielles	39
Défense nationale.....	39
Divers	40
Le militant de la Fédération Républicaine	43
L'opposant au cartel des Gauches	43
Notes, discours et conférences.....	44
Activités politiques et électorales de la Fédération.....	45
Le député de la Seine	49
Interventions parlementaires	49

La crise économique et situation des années 1930 (1928 -1936).....	49
Fiscalité et équilibre budgétaire	51
Assurances sociales	52
Service d'Alsace-Lorraine	52
Politique étrangère.....	53
Politique intérieure	55
Index	57

Archives privées

Papiers personnels

LAS 1 Correspondance, affaires familiales, état civil et état militaire. Correspondance privée (1914-1935) : enfants et proches (1914-1927), Augustin Cochin¹ (1914-1916), Jean Cochin, lettres d'Augustin Cochin à sa famille (1916), famille Cochin (1925-1932), divers²(1918-1936), courriers relatifs à des affaires personnelles³ (1913-1935); Papiers militaires (1897-1924) : livret militaire, attestation de réserve (1902), certificat de bonne conduite, ordre de mobilisation (1924) ; Autorisations⁴ et laisser-passer⁵ divers(1905-1906) ; Marks allemands (1923) et assignats⁶, Livret d'épargne, emprunts de la défense nationale, portraits de Denis Cochin⁷, portraits personnels, cartes postales de l'Assemblée Nationale, invitation à divers repas et mondantités, carnet d'adresses, lettre d'avancement du maréchal de Logis de Lasteyrie du premier régiment de dragons (21 juin 1861), inauguration de la « Rue de Lasteyrie » dans le XVI^e arrondissement à Paris (19 novembre 1938), Comité de l'école Bossuet à Brive (1932-1933), diverses affaires d'usurpation d'identité autour du nom de Lasteyrie (1912-1913) ; Presse et caricatures diverses de Charles de Lasteyrie.

(1897-1938)

LAS 2 Obsèques de Charles de Lasteyrie: Hommages et condoléances (1936), revue de presse (juillet-septembre 1936).

¹ Augustin Denis Marie Cochin (1876-1916) est un historien et sociologue français. Fils de Denys Cochin, il est issu de la grande bourgeoisie. Après une scolarité à l'école des chartes au sein de la même promotion que Charles de Lasteyrie, il part également pour le front pendant la première guerre mondiale au cours de laquelle il meurt pour la France en 1916.

² Notamment des personnalités telles le Cardinal Gasparri, Auguste Isaac, Weygand, Bokanowsky, Martin, Margerie, Fontenay, Piétri, Charles Roux, Lyautey, Georges Valois, Continsouza, François-Marsal, Poincaré, J Paquier, Saint Aulaire, Edvard Benes (président de la Tchécoslovaquie) etc.

³ Activités financières ou industrielles, voiture, société française d'archéologie etc.

⁴ La plupart de ces autorisations concernent le droit de consulter certaines archives du Ministère de la guerre, mais on y trouve également des cartes de bibliothèques, d'inscription à l'université etc.

⁵ Notamment des cartes de libre circulation pour les réseaux de chemin de fer français du Nord, du Midi, d'Alsace Lorraine, de Paris-Orléans et des territoires occupés (1921-1924) ainsi que pour certains réseaux espagnols (1921-1922).

⁶ Il s'agit de 13 assignats émis par le Congrès des États-Unis pendant la guerre d'indépendance de 1776-1777 et signés par Kenly, Young, Dawson, Bellenton, Bramman

⁷ Denys Cochin (1851-1922) est un homme politique et écrivain français. Fils du baron Auguste Cochin, il fait ses études au Collège Stanislas et au lycée Louis-le-Grand puis s'engage, à l'âge de 19 ans, en 1870, comme maréchal des logis au 8^e cuirassier. Élu conseiller municipal du VII^e arrondissement en 1881, il devient ensuite député de Paris de 1893 à 1919. Il est l'un des principaux porte-paroles du parti catholique à la Chambre, défendant les libertés scolaires et les congrégations religieuses contre les attaques des gouvernements Waldeck-Rousseau et Combes. Symbolisant le ralliement des catholiques à l'« Union sacrée », il est nommé ministre d'État dans le cabinet Briand (29 octobre 1915 - 12 décembre 1916) et appelle alors Charles de Lasteyrie auprès de lui comme Chef de cabinet. En 1917, il devient sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la question du blocus allemand dans le cabinet Ribot (20 mars - août 1917) et confie alors à Charles de Lasteyrie la direction des services financiers du Blocus. Mais constatant rapidement l'échec puis la rupture de l'« Union sacrée », Denys Cochin démissionne finalement du Gouvernement Ribot le 2 août 1917 et est remplacé dès le 17 par Albert Métin.

(1936)

LAS 3 Cours donnés ou reçus: Droit, philosophie, sciences politiques etc.

(1900-1914)

Études et publications

LAS 4 Notes et recherches pour un article de la Revue des deux mondes sur l'impôt sur le revenu

(1910)

LAS 5 Études et recherches sur l'Angleterre (1): finances anglaises, budget de Lloyd-Georges⁸, suffragettes, chemin de fer, taxes et imposition, flotte anglaise, grèves dockers et transports, questions sociales et politique générale.

(1909-1913)

LAS 6 Projets et articles sur l'Angleterre (2): Notes, manuscrits, brouillons, projets d'articles, bibliographies ; Correspondance (1909-1913).

(1909-1913)

L'homme d'affaire

LAS 7 Land Bank of Egypt (1)⁹ Nomination et démission (1912-1931) : Pouvoirs de Vaugelas¹⁰ et de Lasteyrie, Télégrammes de félicitations, PV de nomination, Démission (19 décembre 1930 – 20 février 1931) ; Correspondance (1912-1930) : Correspondance diverses avec la

⁸ Loyd Georges (1863-1945) : Ministre des finances britannique de 1908 à 1915, il introduit les pensions de vieillesse et est un des initiateurs de ce qui est appelé aujourd'hui l'État-providence, finalement rejeté par la chambre des Lords. Par la suite Premier Ministre britannique de 1916 à 1922, il dirige le pays pendant le reste de la guerre et représente le Royaume Uni à la Conférence de paix de Paris de 1919 et au Traité de Versailles, se heurtant à la fois au président du conseil français Georges Clemenceau et au président des États-Unis Woodrow Wilson. Il veut punir l'Allemagne politiquement et économiquement, mais sans aller comme le souhaiterait Clemenceau jusqu'à anéantir sa puissance.

⁹ Grâce à la sûreté de son jugement et l'étendu de ses connaissances du monde des affaires, entre dans de nombreux conseils d'administration et ne tarde pas à s'y faire apprécier. Ainsi en 1912, il est chargé par le Président de la Land Bank, Charles-Roux, de se rendre au Caire pour étudier la situation de cette dernière en Égypte. Occupant au départ, les fonctions d'administrateur-délégué, il parvient à en remonter la situation et accède ainsi rapidement aux postes de vice-président puis de Président de la Land Bank.

¹⁰ Armand de Vaugelas (1881- n.r.) : diplômé de l'École libre des Sciences politiques et docteur en droit, il est reçu à l'inspection des Finances après un brillant examen. Dès les premières années de sa carrière, il est maintes fois chargé de missions délicates et importantes; mais la carrière administrative ne le comble pas totalement. En 1912, la *Land Bank of Egypt* lui offre une place dans son conseil d'administration. Il accepte, dans la pensée de développer les intérêts français en Égypte. C'est au sein de cet établissement financier, qu'il noue une collaboration intime avec Charles de Lasteyrie. Démissionnant de son poste d'inspecteur des Finances, il s'attache donc à la « Land Bank of Egypt ». En parallèle, il s'intéresse également au développement de l'Inde où il se forge une situation considérable. Lorsque surviennent les premières menaces de guerre, il se tient prêt à partir et, dès le deuxième jour de la mobilisation, il rejoint le 90^e régiment d'infanterie, à Châteauroux, comme lieutenant de réserve. *Journal de la Société statistique de Paris* (1915).

direction d'Alexandrie (4 mars 1912 – décembre 1914), Affaires courantes (avril 1912 – mai 1916), Correspondance avec M. Bourre¹¹ (15 septembre 1926 – 12 décembre 1930) ; Obligations (1912-1930) : amortissements des obligations (1912), Émission d'obligations (1930) ; Documents de gestions (1912-1913) : Voyage en Egypte (avril-mai 1912), Documents généraux : carte d'Égypte, code, signatures déposées, règlements généraux, Personnel : conseil d'administration, personnel de la banque, documents comptables divers : états de précisions, paiements de coupons, états de déplacements etc., Rapports divers : états des prévisions des pertes de la banque et notes sur les provisions constituées (mai 1912), rapport Vaugelas sur la situation de la Banque (1914).

(1912-1931)

LAS 8 **Land Bank of Egypt (2)** : Notes diverses sur l'affaire Zervudachi¹² (1911-1913) ; Banque agricole (1913) ; Union foncière (décembre 1912 – 18 mars 1914) ; Crédit Foncier d'Égypte (1912-1934) : Notes diverses, statuts et études sur Crédit Foncier (1912-1913), Négociation (septembre -décembre 1913), « Le crédit foncier égyptien » (1880-1930), rapports du CA (1932-1934) ; Presse (1910-1911) ; Affaire Charles Iacchia contre la *Land Bank* (1926-1927) : Rapports et procès-verbaux du Tribunal mixte d'Alexandrie, plaidoyers et conclusions ; Rapports du Conseil d'administration de la *Land Bank of Egypt* (1929-1936).

(1911-1936)

Archives publiques

¹¹ Mirante Bourre : Président de la *Land Bank of Egypt* en 1912 lorsque Charles de Lasteyrie y rentre comme simple administrateur.

¹² Ambrolsa Zervudachi est un des fondateurs (Maison Zervudachi & Fils) de la *Land Bank of Egypt*. Au début des années 1910, à la suite de son suicide, par ailleurs motivé par des raisons personnelles, des rumeurs de banqueroutes se mettent à circuler au sujet de la *Land Bank of Egypt*. Cf. *La Presse*, n° 7027, 16 novembre 1911: « On assure de source officielle que les renseignements fournis par un correspondant marseillais de journaux pharisiens sur, la prétendre banqueroute de la *Land Bank of Egypt* sont dénués de tout fondement. Jamais la Land Bank n'a eu le moindre rapport, pas plus, du reste, qu'aucun groupe marseillais, avec *Je Caire* et l'*Héliopolis*, et cette nouvelle fantaisiste provient d'une part d'une confusion de nom avec une autre banque d'Égypte, société anglaise, qui a déposé son bilan le mois dernier et qui n'avait rien- à voir avec la Land Bank et, d'autre part, du suicide récent de M. Ambrolsa Zervudachi, motivé par des causes personnelles absolument étrangères à la situation de la Land Bank, qui est absolument saine et qui distribuera au premier jour un acompte de shillings, comme l'année dernière; sur son dividende habituel ».

Inspection des finances

LAS 9 Documents de travail : Histoire de l'inspection ; Concours de l'inspection ; Notes et rapports au Ministère (1902-1908)¹³ : notes sur la propriété des remparts d'Avignon (1er décembre 1902) notes sur les détaxes des sucres bruts indigènes (1906-1907), note sur l'unification des droits de timbre au comptant sur les Fonds d'État étrangers (février 1908), notes sur la révision des patentes des compagnies d'assurance sur la vie (février 1908); note sur l'établissement d'un impôt sur les Bourses du commerce (mars 1908), note sur l'imposition des eaux minérales (mars 1908) ; Notes sur le budget de 1907 et études d'impôts : Gare du Nord (15 octobre 1907), créances de l'Espagne à la France, extension de la taxe des biens de mainmorte aux valeurs mobilières, impôt sur les dépôts en banque , navigation, tantième des administrateurs, divers ; Brouillons des rapports sur le budget de 1909 et les études de projets d'impôts ; Enquête au Ministère de la Marine sur les crédits demandés par M. Picard¹⁴ (janvier 1909): brouillon du rapport, service de la flotte, rechanges spéciaux, approvisionnements, charbon, pétroles, rapport de l'amiral Aubert¹⁵, note sur les crédits demandés au titre des services de la flotte armée.

(1902-1909)

LAS 10 Notes, presse, conférences et documentation : Notes et documentation : Impôt sur le revenu (1909), législation fiscale dans divers pays (1910-1911), Comptabilité (1912), Allemagne (1913), Ententes internationales (1914) ; Conférences : Conférence à la Société d'économie politique¹⁶ sur les tendances nouvelles de la fiscalité contemporaine (février 1912), conférence à la Société des études économiques sur l'Égypte (1913), projet de conférence à Science Po ; Presse et notes diverses sur la politique générale ; France bibliographie.

(1909-1914)

¹³ Charles de Lasteyrie n'est alors encore qu'adjoind à l'Inspection des Finances.

¹⁴ Alfred Picard (1844-1913) est un ingénieur et administrateur français. Nommé chef de cabinet du Ministre des travaux publics en 1880 puis directeur du personnel du ministère, il prend, en 1885, la direction générale des Ponts et Chaussées, des Mines et des chemins de fer. Nommé au Conseil d'État en 1882, il devient président de section en 1886. Sans avoir jamais été élu député ou sénateur, ses qualités d'administrateurs lui valent une nomination au poste de Ministre de la Marine sous le gouvernement Clémenceau du 21 octobre 1908 et le 29 juillet 1909.

¹⁵ Marie Jacques Charles Aubert (1848-1916/7) est un amiral français. Sorti de l'École navale en 1866 en tant qu'aspirant, il embarque sur le vaisseau école le *Jean Bart*, puis sur la frégate cuirassée *Gloire*. Après une carrière d'officier bien remplie, il obtient en novembre le grade de chef d'état major général de la Marine qu'il conserve jusqu'en août 1909 puis de nouveau entre 1911 et 1913. Au déclenchement de la guerre de 1914, il est rappelé au service et retrouve de nouveau le poste de Chef d'état major général de la marine qu'il conserve jusqu'à son décès en service actif durant la guerre.

¹⁶ La Société d'économie politique est une des plus anciennes sociétés savantes de France. Elle a été fondée en 1842 par Jean-Baptiste Say pour offrir un cadre ouvert au débat économique alors particulièrement agité notamment au sujet du libre-échange.

De la guerre au Ministère du Blocus et des régions libérées¹⁷

LAS 11 **État-major de la 12e région**¹⁸: Papiers militaires (mars 1914-juin 1919) : service, mobilisation, affectations, permissions, sauf-conduits, ordres de missions, détachement ; Affaires militaires : états des troupes, rapports du front (13 août 1914 – 27 octobre 1915) ; Télégrammes et correspondance¹⁹ (2 septembre 1914 – 21 août 1915) ; circulaires de censures (1er août 1915 – 19 octobre 1915) ; cartes de la 12e région et de différentes zones de bataille.

(1914-1919)

Service financier du blocus²⁰ : Correspondance avec Denys Cochin (1917-1918) ; Démission de Denys Cochin²¹ (août 1917-1920) : courriers, presse, déclaration, correspondance entre Denys Cochin, le Cardinal Gaspari²² et Monseigneur Chapon²³, évêque de Nice ; Notes du Comité de restriction des approvisionnements et du commerce avec l'ennemi (1917-1918): Les effets du redressements et du développement de la guerre sous-marine mondiale (octobre 1917), Les problèmes financiers de l'Allemagne après la guerre (15 novembre 1917), Les principaux succédanés et « produits de remplacement » utilisés en Allemagne au cours de la

¹⁷ Le ministère du Blocus et des Régions libérées fut créé en novembre 1917 et un décret fixa ses attributions en décembre de la même année. Pour les régions libérées, il devait assurer « la réorganisation de la vie locale et des moyens d'habitation, l'aide à donner aux sinistrés pour le relèvement des immeubles détruits, la réparation des dommages de guerre, la reconstitution du sol, la restauration agricole, commerciale et industrielle ». Devenu ministère des Régions libérées à la cessation des hostilités fin 1917, il fut remplacé en 1925 par un sous-secrétariat d'État rattaché au Ministère des Finances, puis par un simple service transféré, en 1926, au Ministère des Travaux publics puis en 1933 au Ministère des Finances.

¹⁸ Charles de Lasteyrie occupe alors le poste de sous-lieutenant d'État major de la 12e région à Boulogne-sur-Mer (décembre 1914 – octobre 1915).

¹⁹ Ce dossier comporte notamment quelques télégrammes isolés de l'État-major britannique.

²⁰ A la demande de Denis Cochin alors sous-secrétaire aux affaires étrangères et au blocus (10 novembre 1915-2 août 1917) au sein du Cabinet Ribot, Charles de Lasteyrie rejoint ce service en 1915 comme chef du cabinet de Denis avant de se voir confier par la direction des services financiers du blocus et des territoires libérés, encore rattachée au Ministère des Affaires étrangères. Ces fonctions le conduisent également à assurer plusieurs missions financières comme délégué financier du gouvernement français en Suisse en 1917 puis comme délégué financier du gouvernement français en Espagne en 1918, dans le cadre de négociations d'accords et de traités financiers bilatéraux.

²¹ La démission en août 1917 de Denys Cochin du gouvernement Ribot (20 mars -7 septembre 1917) est étroitement liée au constat de l'échec de l'Union sacrée. Il reproche notamment au gouvernement son anticléricalisme, un sujet qui le tient particulièrement à cœur comme en atteste ces quelques extraits de correspondances avec le Saint-Siège et le Clergé français.

²² Le cardinal Gasparri est alors secrétaire d'État de sa Sainteté le Pape. La correspondance active entre Cochin et le Cardinal en 1918 concerne essentiellement le positionnement de la Papauté à l'égard des différents belligérants au cours de la guerre et notamment la pression du Saint-Siège sur la France pour qu'elle reconnaisse l'Alsace-Lorraine comme un territoire allemand (très vraisemblablement en raison des lois de laïcité en France). Le deuxième volet plus tardif de ces échanges, en 1920, concerne surtout le positionnement de la papauté et des évêques français à l'égard des associations culturelles.

²³ Pour plus de détails sur l'évêque Chapon se référer à l'ouvrage suivant : *Monseigneur Chapon évêque de Nice et la Séparation*, Rencontres de la Commission du Centenaire de la Loi de 1905 du diocèse de Nice, 19-21 février 2004.

guerre actuelle (5 mars 1918), La navigation intérieure et les grands travaux projetés pour son amélioration (25 mars 1918) ; Rapport de Denys Cochin à Klotz²⁴ sur l'industrie chimique (16 octobre 1918) ; Télégrammes du Ministre du Blocus et des Régions libérées : rationnement des États après la guerre (1er novembre 1918), Fourniture à l'Allemagne par les neutres (23 novembre 1918), ravitaillement général et entretien avec Hoover²⁵ (3-4 décembre 1918, 6 janvier 1919), commission interalliés de ravitaillement (7 décembre 1918), ravitaillement des pays libérés (18 janvier 1919), PV d'une réunion sur le maintien du blocus et le ravitaillement de l'Allemagne (25 janvier 1919).

(1917-1919)

LAS 12 Négociation d'emprunts et d'accords financiers et commerciaux franco-suisses²⁶ : Notes et rapports divers : historique des fabrication de guerre de l'Allemagne en Suisse et des emprunts de la défense nationale à l'ambassade de France à Berne 1915, 1916 et 1917 , protocole de clôture de la conférence relative aux diverses questions intéressants la Suisse et la pays alliés (septembre 1917), Les accords suisses ; Études financières, contingents suisses et accords suisses-allemands (14 juin – 24 septembre 1917) ; Négociations et accords financiers franco-suisses du 29 septembre 1917 (14 juin – 29 septembre 1917) ; Négociations et accords financiers franco-suisses (1er octobre – 29 décembre 1917).

(juin-décembre 1917)

LAS 13 Affaires Espagnoles : Notes et rapports aux Ministère des Finances et des Affaires étrangères (avril-septembre 1918) ; Correspondance : diverse (13 octobre 1917- 7 juin 1919), Crédit Lyonnais (12 mars 1918-4 février 1919), M. Barrail²⁷ (26 octobre 1918 – 16 avril 1919), Télégrammes (11 janvier-24 mars 1918) ; Négociations et projets d'accords successifs franco-espagnols²⁸ (2 avril 1917-mars 1920) ; Articles et presse

²⁴ Klotz est alors Ministre des Finances du gouvernement Clémenceau.

²⁵ Après l'Armistice de 1918, Herbert Clark Hoover (1874-1964) est nommé membre du Conseil économique suprême et directeur de l'Administration de l'aide américaine. A ce titre, il organise des cargaisons de vivres à destination des pays d'Europe centrale puis étend cette aide à la Russie bolchévique frappée par la famine en 1921.

²⁶ Un arrangement d'une durée de trois mois (octobre-décembre) est conclu entre la France et la Suisse au terme duquel un groupe de banques suisses doit ouvrir à un groupe de banques françaises, avec l'autorisation du Conseil fédéral et contre dépôt de titres, un crédit mensuel de 12 millions et demi, utilisable par l'escompte de traites et portant des signatures françaises de premier ordre. En échange, la France fait à la Suisse certaines concessions d'ordre économique et commerciale et permet notamment l'importation d'un certain contingent de marchandises suisses, dites de luxe ainsi que du chocolat et délivre des permis d'exportation pour des quantités de marchandises intéressant tout particulièrement la Suisse. Enfin le gouvernement français s'engage à prendre les mesures nécessaires pour accélérer l'exécution de certains arrangements conclus récemment à Paris concernant le transport de marchandises arrivées en transit direct ou indirect. Les accords ont été signés au nom de la Suisse par M. Schulthess, président de la Confédération, chef du département de l'économie publique et au nom de la France par M. Beau, ambassadeur de France et M. de Lasteyrie, délégué financier du gouvernement français. Cf. *La Fédération horlogère suisse*, n°78, 3 octobre 1917.

²⁷ M. Barrail est alors chef du service financier de l'Ambassade de France en Espagne.

²⁸ En octobre 1917, Charles de Lasteyrie, délégué financier du gouvernement français est chargé de prendre contact avec les autorités espagnoles au sujet de l'ouverture de crédits français en Espagne. Depuis l'entrée en guerre des

(1918) ; Contrat entre le consortium financier français²⁹, le *Consortio Bancario Espanol* et le *Banco Espanol de Credito* (5 avril 1918) ; *Elementos para el Studio del problema ferroviario en Espana* (1918).

(octobre 1917-mars 1920)

États-Unis, les neutres européens sont de plus en plus sollicités pour soutenir l'effort de guerre des coalisés, ennemis des Empires centraux, surtout lorsque le plus gros des flux commerciaux peut éviter les dangereuses voies maritimes menacées par les sous-marins allemands. Un nouvel accord avec *Urquijo y Cia* (bientôt *Banco Urquijo*) est ainsi paraphé le 20 octobre, permettant l'ouverture d'un crédit de 120 millions de pesetas principalement gagé sur la rente extérieure, pour une durée de 18 mois, à 5 % pouvant évoluer selon les variations du taux d'escompte de la Banque d'Espagne. La *Banco Urquijo* avança même au nom d'un consortium bancaire en formation, la première tranche mensuelle de 35 millions. Cf. Jean-Marc Delaunay, *Les crédits Urquijo et la France en guerre*, Mélanges de la Casa de Velazquez, n°20, 1985, pp. 339-353

²⁹ Ce document est photocopié, car l'original a été rendu à la famille.

Délégué financier pour la France à la Commission internationale permanente d'Armistice³⁰

*Renouvellement de l'armistice*³¹

LAS 14 Notes et correspondances diverses (Louis Marin³², Klotz³³, Lasteyrie etc.) : Protocole financier de Spa (1er décembre 1918), Protocole financier de Trêves (13 décembre 1918), Conseil supérieur des puissances alliées à Paris³⁴ (13 janvier 1919),

³⁰ La Commission internationale permanente d'armistice (CIPA) est placée sous la haute autorité du Commandement en chef militaire et naval des armées alliées. Le chef d'État major de la CIPA est le Général Fournier.

³¹ La convention du 11 novembre 1918 signée à Rethondes stipule les conditions d'armistice conclues entre les Alliés et les Allemands. Elle se compose de 34 articles répartis dans six chapitres : les conditions d'armistice sur le front occidental ; les dispositions relatives aux frontières orientales de l'Allemagne ; les conditions dans l'Afrique orientale ; les clauses générales traitant du rapatriement de tous les internés ; des clauses financières ; des clauses navales ; et de la durée de l'armistice.

³² Louis Marin (1866-1957) est un polytechnicien et financier français. Il a d'abord été adjoint puis inspecteur Général des Finances, avant de devenir chef-adjoint du cabinet de Joseph Caillaux. En 1900, il prend la sous-direction puis la direction du contrôle des administrations financières et de l'ordonnancement puis entre 1903 et 1918 assure le poste de directeur général des contributions directes. En 1918, il est nommé haut commissaire financier en Rhénanie par le gouvernement pour contrôler l'engagement pris par les allemands dans l'article 1 du protocole de Trêves puis sous-gouverneur du Crédit foncier en 1918-1919 avant de devenir gouverneur-fondateur du Crédit national en 1919 dont il assure la présidence jusqu'en 1936. En 1926, il entre également au conseil d'administration des chemins de fer d'Alsace Lorraine puis en 1931 dans celui des Chemins de fer de l'Est. Cf. *Le crédit national*, Robert Bœuf, Presses universitaires de France, 1923

³³ Louis-Lucien Klotz (1868-1930) : avocat de formation, Klotz est également un journaliste et un homme politique français appartenant au courant radical. Maire d'Ayencourt-le-Monchel (Somme, 1900-1928), Conseiller général de Rosières-en-Santerre (Somme, 1895-1928), président du conseil général de la Somme (1920-1928), député de la Somme (1898-1925) puis Sénateur de la Somme (1925-1928), Klotz a surtout joué un rôle sur le plan national en occupant de manière presque discontinue, le poste de Ministre des finances au sein de divers gouvernements successifs du Bloc National de 1910 à 1913 (Briand, Caillaux, Poincaré, puis Briand de nouveau) puis de 1917 à 1920 dans le gouvernement Clémenceau. Au cours de ce mandat, il est amené à négocier le montant des réparations dues par l'Allemagne, mission dans laquelle s'inscrivent les activités de Charles de Lasteyrie à cette époque. Si Louis-Lucien Klotz n'a guère eu le temps de se consacrer aux dossiers de fonds, trois importantes mesures structurelles peuvent être mises à son crédit : la création du service des comptes courants et des chèques postaux (loi du 7 janvier 1918), la modification du régime douanier des produits pétroliers (loi du 5 août 1919) et surtout la création de la direction du budget (loi du 21 octobre et décret du 7 novembre). Cf. *Notice biographique de Louis-Lucien Klotz* sur le site du Ministère de Finances.

http://www.minefi.gouv.fr/directions_services/cedef/histomin/ministres/fiche024.html

³⁴ La conférence de paix de Paris de 1919 est une conférence internationale, organisée par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale afin de négocier les traités de paix entre les Alliés et les vaincus. La conférence débute le 18 janvier 1919 et se termine en août 1920, avec entre temps quelques interruptions. Elle consacre la disparition de trois empires, l'empire allemand, l'Empire austro-hongrois et l'empire ottoman et la création de nouveaux États en Europe : renaissance de la Pologne, création de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Le conseil supérieur des Alliés est créé dès le début de la conférence et se déroule à huit clos. Ce conseil est composé des États-Unis, de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et du Japon. Pour chacun de ces pays, le premier ministre ainsi que celui des Affaires étrangères participent au Conseil des Dix. Ce dernier siégera du 13 janvier au 25 mars. Après une quinzaine de jours, le conseil reconnu qu'il était débordé et décida de créer des commissions spéciales, 52 au total. Peu après, le Conseil des Dix s'est vu supplanté à partir du 14 mars par le Conseil des Quatre, où siégeaient Woodrow Wilson, David Lloyd George, Georges Clemenceau et Vittorio Emanuele Orlando. A l'issue de cette conférence un certain nombre de traités ont pu être adoptés : le traité de Versailles le 28 juin 1919 entre les alliés et l'Allemagne, le traité de Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919 entre les alliés et l'Autriche, le traité de Neuilly le 27 novembre 1919

Sous-commission financière interalliées à Spa (17 décembre 1918; 6-7 février 1919), Conférence financière de Trêves (15-16 janvier 1919), Conférence de Trêves (14-16 février 1919), Conseil suprême économique à Spa (4 mars 1919), Conférence interalliée de Bruxelles sur flotte allemande de commerce, ravitaillement de l'Allemagne et questions financières (13-14 mars 1919), La Villette (3-4 avril 1919), Conférence et protocole financier de Trêves (13 décembre 1919³⁵, 16 janvier 1919 et 16 février 1919³⁶, Protocole financier du 4 avril 1919³⁷.

(3 novembre 1918 – 4 juin 1919)

LAS 15 **Convention d'armistices** : commissions, stipulations et protocoles financiers de Spa, Trêves, La Villette³⁸ et du Trianon.

(novembre-décembre 1918)

LAS 16 **Préliminaires de la paix** : Clauses financières et clauses des réparations (juin 1916 – février 1919) : notes personnelles, propositions du Ministère, conférences financières ; Conférences des préliminaires pour la paix : conférence de Bruxelles (13 et 14 mars 1919), Composition et fonctionnement (1er avril 1919), Conférence avec les Neutres (avril 1919), Conditions de Paix avec l'Autriche, Remarques de la délégation allemande ; Conseil suprême économique et Conseil des 4 (décembre 1918 – juin 1919) : Notes du Ministère des finances (décembre 1918 – juin 1919) : pièces principales en rapport au dossier Mark (5 décembre 1918 – 4 avril 1919), divers (avril – juin 1919) : occupation rive gauche du Rhin, comptes rendus d'entrevues entre la France, les États-Unis et la GB, ravitaillement et Alsace-Lorraine, Procès-Verbaux

entre les alliés et la Bulgarie, le traité de Trianon le 4 juin 1920 entre les alliés et la Hongrie et le traité de Sèvres le 10 août 1920 entre les alliés et la Turquie (remplacé par le traité de Lausanne le 24 juillet 1923), Le traité de Rapallo le 12 novembre 1920 entre l'Italie et la Yougoslavie.

³⁵ Convention additionnelle à l'armistice du 11 novembre 1918, portant prolongation de l'armistice. Signée le 13 décembre 1918 par Lasteyrie et Tirard pour la France, elle inclut au texte initial une série de stipulations financières engageant essentiellement le gouvernement allemand à « ne pas disposer, sans accord préalable avec les Alliés, de l'encaisse métallique du Trésor ou de la *Reichsbank*, des effets ou des avoirs sur ou à l'étranger ainsi que des valeurs mobilières étrangères appartenant au gouvernement et aux Caisses publiques, [...] ne pas donner, sans accord préalable avec les Alliés, aucune autorisation de sortie pour les avoirs ou les valeurs ci-dessus possédés par des particuliers ou des sociétés [...] prendre, d'accord avec les gouvernements alliés, toutes dispositions utiles pour décider, dans le plus bref délai possible, dans quelles conditions seront restitués à leurs propriétaires légitimes les titres perdus ou volés dans les régions envahies, [...] payer aux Alsaciens-Lorrains à leurs échéances, et conformément aux lois en vigueur, toutes les dettes ou tous les effets échus ou à échoir pendant la durée de l'armistice, [...] d'examiner, d'accord avec les gouvernements alliés, les mesures à prendre pour la restitution, dans le plus bref délai possible, des biens séquestrés au préjudice des nationaux alliés.

³⁶ Conventions additionnelles concernant la prolongation (d'un mois à chaque convention) de l'armistice, des 16 janvier et 16 février 1919: précisions d'un certain nombre de points concernant le remplacement du matériel de chemins de fer supplémentaire le rapatriement des prisonniers de guerre, la restitution de matériel et une série de clauses navales. Définition des attributions, devoirs et responsabilités de divers conseils et commissions dans ce contexte: Haut Commissariat allié, CIPA, Commission allemande d'armistice etc. Par ailleurs, en février les allemands s'engagent aussi à renoncer à toutes opérations offensives contre les Polonais dans la région de *Posen* ou dans toute autre région.

³⁷ Ce protocole financier est consécutif aux négociations qui se sont déroulées lors des conférences du 13 décembre 1918 (Trêves), 17 décembre 1918 (protocole SPA questions financières), 19 janvier 1919 (Paris) et 16 février 1919.

³⁸ Première entrevue entre les délégués financiers anglais, allemands, français au château de La Vilette près de Pont-Saint-Maxence. MM. de Lasteyrie et de Courcel y représentaient la France et M. Keynes l'Angleterre.

des réunions de la sous-commission financière du conseil (mars 1919).

(juin 1916 – avril 1919)

Le député de la Corrèze³⁹

Réparations et affaires allemandes

LAS 17 **Évaluations provisoires des dommages subis par la France** : protocole de Versailles, dommages à la propriété bâtie et non bâtie, dommages mobiliers, dommages maritime, dommages à la voirie, navigation intérieure, ports maritimes et cadastre, aux biens de l'État, dommages directs matériels en France et dans l'Empire, pensions et compensations, allocations aux familles de mobilisés.

(1919-1921)

LAS 18 **Exécution du traité de paix** : Situation des régions libérées (octobre 1919 – avril 1920) : estimations des dommages, avances et abus, coefficients par département, projet; Budgets des régions libérées (1919-1921) ; Mécanismes d'exécution du traité (octobre 1920-février 1921) : notes sur la structure et le fonctionnement de la commission des réparations et des gouvernements alliés ; Paiement de l'Allemagne (octobre 1920-mars 1921) : Sarre, régions libérées, marine marchande, travaux publics, services des charbons ; Loi de Lasteyrie sur les dommages de guerre (octobre 1920-février 1921)) : Aperçu et proposition de la loi (février 1921), enquêtes sur les régions libérées (octobre 1920), rapports de M. Lebas⁴⁰, notes diverses, Crédit national, presse.

³⁹ Charles de Lasteyrie est alors inscrit au groupe de l'Entente Républicaine Démocratique (ERD) fondée le 13 décembre 1918 par la fusion du Groupe de la Fédération Républicaine et du Groupe de la Gauche Démocratique sous la présidence initiale de François Arago. Ce vaste mouvement regroupe ainsi des députés des deux groupes précédents ainsi que des députés de l'Action Libérale Populaire (ALP), des démocrates chrétiens, des députés nationalistes et quelques députés de l'Alliance républicaine démocratique (ARD), aile gauche des républicains progressistes derrière Waldeck-Rousseau. En tant que député, il occupe à l'Assemblée le poste de rapporteur adjoint à la commission des finances puis celui de rapporteur général du budget des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution du Traité de paix (1920-1921)

⁴⁰ Jean-Baptiste Lebas (1878-1944), comptable de formation, cet homme politique originaire du Nord (Roubaix) est issu d'une famille ouvrière et de gauche. En 1912, il est élu Maire de Roubaix où il met en place un socialisme municipal tourné vers la jeunesse (bâtiments et colonies scolaires), l'hygiène publique, l'accès au soin (dispensaires, campagnes de vaccination, inspection médical des enfants etc.), l'accès au logement (construction de HBM avant la Loi Loucheur) et les assurances sociales avec la création en 1921 d'un fonds municipal du chômage. Jean-Baptiste Lebas n'est pas hostile à la participation des socialistes à un gouvernement de coalition avec les radicaux, mais il considère comme indispensable que la SFIO le dirige. C'est ainsi qu'il défend, comme Léon Blum, le soutien sans participation au gouvernement Herriot en 1924. En 1926, il entre au Conseil supérieur du travail. Il est le rapporteur de toutes les conventions internationales sur la réglementation du travail et en 1932, il s'attache à défendre les mesures contre de lutte contre la crise économique et sociale. Pendant le Front Populaire, Léon Blum fait de Jean-Baptiste Lebas son ministre du Travail avant de devenir Ministre des PTT su gouvernement Chautemps. Déchu de ses fonctions politiques par le régime de Vichy, il appelle à la Résistance et devient un leader de ce mouvement pour la région Nord en créant le Comité d'Action Socialiste (CAS). Emprisonné en 1941, il finit par y succomber 3 ans plus tard. Cf. Jean Piat, *Jean Lebas : de la Belle Époque à la Résistance*, Roubaix, Maison du livre, 1994 et Article « Jean-Baptiste Lebas » du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

(octobre 1919-février 1921)

LAS 19 Situation financière et économique de l'Allemagne : Notes diverses la situation en 1920 (octobre-novembre 1920) : situation économique, commerce extérieur, questions agricoles, documentation financière, bulletin financier du Haut Commissariat de la République Française dans les provinces du Rhin (octobre 1920) ; Notes sur la situation en juillet-octobre 1920 (novembre – décembre 1920) ; Observations sur le mémoire présenté à la conférence de Spa (1920) : charges fiscales de l'Allemagne, Solvabilité par rapports aux réparations, capacités économiques de l'Allemagne ; Notes sur les situations financières de l'Allemagne et de l'Empire allemand en 1921 (septembre-novembre 1921) : Situation financière de l'empire depuis l'armistice, commerce extérieur de l'Allemagne, mesures financières, fiscales et douanières, problème des réparations, problème des changes ; Budget de l'Allemagne et de l'Empire allemand (1919-1921) ; Notes, articles et réflexions sur l'avenir économique de l'Europe, la problématique et l'impact des réparations allemandes (mai - septembre 1921) ; Notes sur les ressources économiques de la Rive gauche du Rhin (novembre 1921).

(1920-1921)

LAS 20 Accords et conférences interalliés sur les réparations : Notes et rapports divers sur la question des réparations et d'autres points liés à l'exécution du traité de Versailles (février 1920-mai 1921) ; Accords de Boulogne du 2 juillet 1920 (mai - juillet 1920) ; Conférence de Spa du 20 juillet 1920 ; Conférence de Bruxelles du 14 octobre 1920 ; Conférence de Bruxelles du 18 janvier 1921 (janvier-février 1921) ; Accords de Paris (février 1921) : JO et débats parlementaires, interpellations, notes diverses.

(février 1920 – février 1921)

LAS 21 Accords et conférences interalliés sur les réparations (2) : Accords de Londres (mars-mai 1921) : affaires allemandes et orientales ; journaux officiels relatifs au projet de loi sur les 50 % sur les réparations allemandes (avril 1921) ; Accords financiers de Paris du 13 août 1921 (1-15 août 1921) ; Accords de Wiesbaden d'octobre 1921 (août-novembre 1921) : Discours sur les réparations, protocole de Wiesbaden, PV de la séance du 7 octobre, mémo sur les banques allemandes, presse, objections anglaises ; Revue de presse sur les conférences de Cannes de 1921 et 1922 sur les réparations (9 novembre 1921-14 janvier 1922) ; Discours sur les réparations (décembre 1921) : notes et documentation préparatoires.

(mars 1921-janvier 1922)

Budgets et loi de finances (1920-1921)

LAS 22 Réforme de la Fiscalité : Impôt sur le capital (janvier-avril 1920): Impôt sur le capital à l'étranger (Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Suisse-Allemagne), Projet

Barthes-Auriol (janvier 1920), Notes et projets de loi français sur la contribution exceptionnelle sur la fortune ; Impôt sur le revenu (février 1920) : études sectorielles, Rapports et projets, Barèmes ; Nouvelles ressources fiscales (février-mars 1920) : Nouveaux impôts Klotz-Marsall (février 1920), Réponse aux socialistes sur la proposition de loi de nouvelles ressources fiscales (mars 1920) ; Succession et enregistrement (février-mai 1920) ; Taxe sur l'enrichissement (avril-mai 1920).

(janvier - juin 1920)

LAS 23 Loi de finances : Situation financière française (1920) : Notes, presse et rapports divers, Discours à la chambre sur la situation financière (avril 1920) ; Ravitaillement et budget des dépenses recouvrables (mai-juin 1920) ; Loi Nodi sur l'institution du monopole des assurances d'État (1919-1920) ; Réforme des PTT (janvier 1920) : Projet de relèvement des taxes ; Réforme des chemins de fer (février-octobre 1920) : projet de relèvement temporaire des tarifs.

(décembre 1919-octobre 1920)

LAS 24 Budget et loi de finance de 1921: Situation financière française (1921) ; Budgets ordinaire, extraordinaire et spécial (1918-1921) : Équilibre et direction générale du budget (janvier-mars 1921), Budget et dépenses ordinaires (janvier-mars 1921), Budget des dépenses recouvrables (octobre 1918-mars 1921), Budget du Haut-Commissariat de la Syrie et du Liban⁴¹, Projet d'occupation de la Ruhr (avril 1921) ; Fiscalité (novembre 1920-juillet 1921): valeurs mobilières et étrangères, bénéfices industriels et commerciaux, succession, chiffre d'affaires contributions directes ; Trésorerie (avril-décembre 1921) ; Traitements des fonctionnaires et personnels d'État (mars 1921) ; Affaires navales et marine marchande (novembre 1920-février 1921) ; Chemins de fer (octobre 1920-octobre 1921) ; Interpellation Magne à la commission des finances (17 mars 1921).

(octobre 1918-décembre 1921)

Activités du député

LAS 25 Affaires de Corrèze : Élections législatives (1919-1924), Correspondance politique (1922-1933) : 1922 et divers non datés, février-octobre 1925, janvier-décembre 1926, janvier-décembre 1927, janvier -avril 1928, 1930, février 1932-novembre 1933), Correspondance locale (1924-1925) : 1924, 1925, élections municipales de Brive, affaire Escande (1923-1925), Caserne de Brive (1923) ; Limitation de l'initiative

⁴¹ René Dussaud. Haut-Commissariat de la République française en Syrie et au Liban. *La Syrie et le Liban en 1922*, *Syria*, 1923, vol. 4, n° 1, p. 78 : Le mandat français sur la Syrie et le Liban a été institué par la Société des Nations le 25 avril 1920 après la première guerre mondiale. Il devait permettre officiellement aux États du monde arabe, d'accéder à l'indépendance et à la souveraineté, sitôt après avoir atteint un niveau suffisant de maturité politique et de développement économique. En 1920, sous la pression de ces derniers, le gouverneur français, Henri Gouraud défait les nationalistes syriens, proclame l'État du Grand Liban et fixe ses frontières et en 1936, la France et la Syrie signent, un traité franco-syrien d'indépendance, mais dans les faits le mandat a continué d'exister car la France n'a pas ratifié le document. La Syrie a déclaré son indépendance en 1944.

parlementaire (février -mai 1920 ; Affaires religieuses : instruction publique et subvention aux établissements congréganistes ; Aménagement de la Dordogne⁴² et électrification du Chemin de fer d'Orléans (décembre 1919-juin 1920)⁴³.

(1919-1933)

⁴² Pour des sources complémentaires sur cette question se référer aux Archives départementales des Corrèze, F10 4448-4450 – *Projet d'aménagement de la Dordogne* (1918-1920).

⁴³ Pour des sources complémentaires sur ces questions, se référer aux fonds des Archives départementales des Corrèze, F10 4448-4450 : *Projet d'aménagement de la Dordogne* (1918-1920) et 34 J 1-17- *Fonds Pierre Joudoux* : Rapports, notes techniques et plans, arrêtés de classement de passages à niveau, circulaires techniques de pierre Joudoux, chargé de l'électrification de la Corrèze, puis de l'exploitation technique des chemins de fer du Paris-Orléans-Midi, puis inspecteur des transports du département de la Corrèze, 1890-1933

Le ministre des finances (1922 – 1924)

Fiscalité, réforme de l'impôt (1919-1924)

LAS 26 Impôts et taxes personnels : Impôts sur les salaires (février 1922-janvier 1923) ; Contributions directes (février 1922-1924) ; Réforme de l'impôt sur le revenu (juillet 1922- janvier 1923) ; Impositions locales (juin 1922) ; Impôt fonciers et révisions des évaluations cadastrales (juin 1922-septembre 1923) : révisions des évaluations, bénéfiques agricoles, impôt foncier ; Droits de sortie (janvier-février 1924) ; Textes législatifs, discussion des lois fiscales (janvier-mars 1924) ; Double décime ; Succession – Saisine héréditaire ; Valeurs mobilières : amendement Vincent Auriol-Titres transmissibles par endossement, amendement Gournouilhou, carnets de coupons, ententes internationales sur des évasions de valeurs mobilières, renseignement sur émissions de titres nominatif et au porteur, nominativité des titres en Italie, loyer de l'argent, recouvrement d'impôt, divers ; Loterie (1919-1924).

(février 1922- mars 1924)

LAS 27

Impôts sur le chiffre d'affaire et les bénéfices : Notes et discours sur le chiffre d'affaire (mars-juin 1923), Sénat-Discussion de la loi relative à l'impôt sur le chiffre d'affaire, Rapport d'ensemble (1919-1922), taxes sur le CA et commerce du charbon (octobre 1922), boucherie, épicerie, grains et farines, Taxe de luxe, bénéfices à l'exportation, bénéfices agricoles, Fonds communs, Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, impôts sur les bénéfices des professions non commerciales.

(1919-1923)

Taxes sur l'alcool et les monopoles : Monopole des allumettes⁴⁴ (1915-1924) : compte en matière et en denier de l'exploitation des allumettes chimiques pour l'année 1913- achat, fabrication et vente (1915), Manufactures d'allumettes – dépenses, prix de revient, exportations etc. avant et après monopole, textes déposés par le ministre, Rapport Bokanowski⁴⁵, Rapport Boulloche, Projet de loi Ricaut

⁴⁴ Suite au trop faible rendement de la taxe prévue sur les allumettes par une loi de 1871, visant à améliorer les finances publiques nationales éprouvées par la guerre franco-allemandes de 1870, la production et le commerce des allumettes ont fait l'objet en France d'un monopole de l'État entre 1872 et 1922. D'un tissu artisanal, le secteur est donc rapidement passé à une organisation industrielle unitaire, le monopole étant affermé à la Société Générale des Allumettes Chimiques. En 1935, il est pris en charge par le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, qui devient en 1980 une société anonyme, la SEITA, privatisée en 1995, aujourd'hui fusionnée dans Altadis. Le monopole fut levé entre 1990 et 1992, après plusieurs recommandations de la Commission européenne entre 1974 et 1987.

⁴⁵ Maurice Bokanowski (1879-1928) : homme politique français aux origines Polonaises. Élu député de la Seine de 1914 à 1928, il accède au poste de ministre de la Marine du 29 mars au 9 juin 1924 dans le gouvernement Poincaré avant de devenir Ministre du Commerce et de l'Industrie, des P.T.T. et de l'Aéronautique, du 23 juillet 1926 au 2 septembre 1928 dans le nouveau gouvernement Poincaré. Il décède en 1928 dans un accident d'avion alors qu'il se rendait au meeting d'aviation de Clermont-Ferrand.

(décembre 1923-janvier 1924) ; Monopole des tabacs (1922-1923) : correspondance, projets de loi et notes sur la situation du monopole (décembre 1922-avril 1923), données quantitatives et qualitatives sur la production et le monopole des tabacs de 1910 à 1923 ; Alcool (1922-1923) : Alcool et sucres (1922-1923) : statistiques, notes pour le ministre, barème d'imposition, Privilège des bouilleurs de cru (novembre 1922-février 1923) : discussions à la chambre (9, 13, 15 février 1923), discussion au Sénat, retour à la Chambre (18 février 1923), Divers (juin 1922-juillet 1923) : vin, carburant, mélange alcool et essence, le carburant national.

(1915-1924)

LAS 28 **Marché de guerre, indemnités et fraudes fiscales:** Fraudes fiscales et mesures de contrôle (1922-1923) : notes, rapports et estimations diverses, péréquations des impôts, conférence de Genève sur les fraudes fiscales et les doubles emplois (juin-octobre 1923) rentes sur les valeurs mobilières, bordereaux de paiements des rentes, pouvoir de contrôle de l'administration ; Marchés, bénéfices et dommages de guerre (1919-1924) : Projet Simonet de révision des marchés de guerre (8 juillet 1921), Contributions exceptionnelles sur les bénéfices de guerre (30 août-31 décembre 1922) ; Fraudes et révisions des indemnités pour dommages de guerre (février 1924) ; Union des grandes associations (1923) Perceptions des impôts arriérés : impôts sur le revenu, bénéfices de guerre ; Résultats obtenus depuis 1920 : bénéfices de guerre, succession, impôts sur le revenu, valeurs étrangères.

(1921-1924)

Finances et comptabilité

LAS 29 **Situation financière :** Discours de Leret d'Aubigny sur la situation financière (1922)⁴⁶ ; Discours du Ministre à Castres sur la situation financière française (septembre 1923) ; Presse diverse sur l'équilibre et le déficit budgétaire (1922-1924) ; Emprunts et avances (mars 1922-septembre 1923) : correspondance avec le ministère des régions libérées au sujet des paiements du Crédit National, exemptions d'impôts (février 1924) ; Intérêts financiers français à l'étranger (janvier 1922-janvier 1923) : traité de Sèvres sur les dépenses alliées en Turquie, Traité de Lausanne sur le chemin de fer d'Asie Mineure, Chemin de fer Lombard).

(1921-1923)

Notes et statistiques sur les finances françaises et étrangères : Notes pour le

⁴⁶ Leret d'Aubigny (1875-1945) : député de Sarthe de 1905 à 1924, il est nommé Sous-Secrétaire d'État aux Finances dans le cabinet Poincaré le 15 janvier 1922, il prit part à la discussion de nombreuses questions financières : budgets des Finances, du Commerce et de l'industrie, du Travail (1922); régime des pensions civiles et militaires (1923); emploi obligatoire des mutilés de guerre (1923); récompenses nationales (1923); budget spécial des Dépenses recouvrables (1923); recouvrement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (1928). Il démissionna avec le Ministère le 26 mars 1924 et fut nommé Vice-Président de la Chambre le 4 avril 1924 en remplacement de M. Louis Marin à qui venait d'être attribué le portefeuille des régions libérées. Cf. http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=236

Ministre sur la situation de la trésorerie (août 1921-mars 1924) ; Bilan de la France (1921-1923), Statistiques diverses pour le ministre (octobre 1921 – décembre 1923) : pensions, déficit total, politique fiscale, politique d'économie, renseignements économiques, balance commerciale, fiscalité, rôle d'impôts, trésorerie, dommage de guerre ; Comptabilité de la Trésorerie (1919-1924) ; Statistiques budgétaires(1922-1924) ; Situation de la trésorerie dans d'autres pays : Angleterre, Amérique du Sud, Russie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Serbie, Bulgarie, Italie.

(1919-1924)

Finances extraordinaires : Liquidation des comptes spéciaux⁴⁷ (1922-1924) ; Bons de la défenses nationale : notes pour le ministre (octobre 1921- décembre 1923), comptabilité des bons (janvier 1921- novembre 1923), taux d'intérêt des bons, publicité ; Réouverture du Marché des rentes de guerre (1921-1922).

(1921-1924)

Budget de 1923

LAS 30 Préparation du budget: Régions libérées et budget des dépenses recouvrables (1922-1924): discours sur les régions libérées, statistiques concernant le budget des dépenses recouvrables discussion du budget (janvier 1922), discours sur les dépenses recouvrables (23 février 1923), audition à la commission des Régions libérées (17 mai 1923) ; Études prévisionnelles sur le budget de 1923 (1922-1923) : situation financière et non perceptions des impôts (1921-1923), renseignements, notes du conseiller d'état et rappel du budget des exercices précédents (1920-1921), diverses études sur la rentabilité de l'imposition (impôt sur le revenus, droits successoraux, chiffres d'affaire, etc.) et les réparations ; Projet de budget et loi de finances de 1923.

(1921-1923)

LAS 31 Discussions avec la commission financière de la Chambre des députés : Correspondance avec la commission des finances (juillet- novembre 1922) ; Carnet de coupons, amendement Blum⁴⁸ et Auriol⁴⁹ (novembre 1922) ; Communiqués de la

⁴⁷ Charles de Lasteyrie s'attaque à la liquidation des dépenses de guerre et des stocks des anciens services du ravitaillement, en créant le Service d'apurement des comptes spéciaux du trésor (loi du 1^{er} décembre 1922). Ce Service est placé sous la tutelle du ministère des Finances et fut notamment chargé d'achever les opérations de liquidation des transports maritimes et de transit maritime par le décret du 20 août 1925. La loi du 9 août 1921 avait mis à la disposition du ministère des Travaux publics, en vue de leur vente, les navires compris dans différents comptes spéciaux : le compte spécial des transports maritimes (loi du 25 mars 1918), le Service du ravitaillement (créé le 8 septembre 1914), le compte spécial des chemins de fer de l'État (ou compte spécial des charbons), la flotte en gérance.

⁴⁸ Léon Blum (1872-1950) : homme politique français. Il fut l'un des dirigeants de la SFIO et président du Conseil de la République française à deux reprises : de 1936 à 1937 puis quelques mois en 1938. Entrée dans sur la scène politique gouvernemental en 1914 comme chef de cabinet de Marcel Sembat, il est élu député de la Seine de 1919 à 1928 dans la circonscription de Charonne, puis de l'Aude de 1929 à 1940 dans la circonscription de Narbonne.

⁴⁹ Vincent Auriol (1884-1966) : homme politique français, il commence sa carrière comme Maire de Muret (1925-1946) et conseiller général (1928-1946) et député (1914-1940) de Haute-Garonne. Il accède ensuite au poste de

commission des finances de la chambre (mars 1922-mars 1923) ; Discussion sur l'équilibre budgétaire (février 1923) : discours du ministre, amendements (Brousse etc.), notes diverses ; Motions diverses (février 1923) : motion de Charles Dumont motion de Chasseigne-Goyon, textes adoptés par la commission, proposition Maillard, rapport Bokanowski ; Amendement Brousse (mars 1923) ; Discours du Ministre à la chambre : discours du 26 août 1922 : notes préparatoires, discussion générale – discours au JO (octobre-novembre 1922), discours du 26 octobre 1922, discours du 13 novembre 1922, discours du 23 février 1923 ; Rapport et lettres des commissions des finances, budget et crédit de l'assemblée sur les budgets de 1923 et 1924.

(mars 1922-mars 1923)

LAS 32 Discussion avec la commission financière du Sénat : Notes et correspondances avec la commission financière du Sénat (mars-juin 1923) ; Discours à la commission des finances du Sénat sur l'équilibre du budget (18 mars 1923) ; Économies budgétaires proposées par le Sénat (1923) ; Réfutation de l'exposé de Henry Bérenger⁵⁰ à la commission des finances (mars 1923) : exposé de Henry Bérenger sur la situation financière à la Gauche démocratique du sénat, notes diverses sur l'exposé de M. Bérenger ; Notes sur le budget des finances (juin 1923) : Discussion générale ; Changement de date d'ouverture de l'année financière ; Réduction budgétaire ; Accords avec l'Angleterre ; Situation budgétaire dans différents pays.

(mars-juin 1923)

Dettes et réparations

LAS 33 Notes et documents diplomatiques sur les relations franco allemandes : garanties de sécurité contre une agression de l'Allemagne, plan de paiement, mission de contrôle de l'armée du Rhin, réparations.

(1919-1924)

LAS 34 Récapitulatif sur la question des réparations: Notes et récapitulatifs pour le nouveau ministre sur la questions des réparations depuis 1918 (1918-1921) ; Résumé des accords interalliés sur la question des réparations (juillet 1920-juillet 1922) : Spa, Bruxelles, Paris, Wiesbaden ; Dommages de guerre : Correspondances avec les régions libérées (octobre 1922-avril 1923), Crédit national (octobre 1922) : paiement

Ministre socialiste des Finances, de 1936 à 1937, dans le cabinet du Front populaire dirigé par Léon Blum, puis garde des Sceaux de 1937 à 1938 dans le cabinet de Camille Chautemps, il occupe l'éphémère ministère chargé de la Coordination des services ministériels à la présidence du Conseil en 1938, dans le second cabinet de son ami Léon Blum. Président de l'Assemblée constituante en 1946, puis de l'Assemblée nationale de décembre 1946 à janvier 1947, Auriol est élu président de la République française ; il est le premier à occuper ce poste sous la IV^e République. Il ne renouvelle pas son septennat.

⁵⁰ Henry Bérenger (1867-1952) : Commissaire général aux Essences et Combustibles du 21 août 1918 au 19 février 1920 dans les Gouvernement Georges Clemenceau (2) et Gouvernement Alexandre Millerand. En 1922 il est alors Rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée Nationale.

dans les régions dévastées, Notes et correspondances diverses (18 décembre 1922-27 avril 1923) ; Discours de Henry Bérenger et JO (novembre 1922).

(1918-1923)

LAS 35 Finances et versements allemands: Économie allemande et contentieux financiers franco-allemands (1919-1923) ; Documents diplomatiques relatifs à la demande de moratoire allemandes et aux conférences de Londres et Paris (novembre 1922-janvier 1923) ; Réparations en nature (octobre 1921-juillet 1922) ; Documents relatifs aux négociations entre la commission des réparations réunie à Berlin et le gouvernement allemand (octobre-novembre 1922) ; Notes de Dayras sur les réparations allemandes (1923-1924) ; Plans sur le problèmes des réparations (mars-août 1923) : plan Lasteyrie, plan Loucheur, plan Seydoux⁵¹, comparaisons ; Demandes de Moratorium allemands sur la question des réparations (juillet 1922-février 1924) .

(1922-1924)

LAS 36 Règlement des dettes interalliées : Frais d'occupation de l'armée américaines (24 février 1922-mai 1923) ; Notes et correspondance sur la situations des dettes, état de lieux des contraintes et des versements (août-décembre 1922), Projets et propositions de solutions au problème des dettes interalliées (octobre-novembre 1922) Dettes et créances réciproques (1922) : Données comptables sur la France, le GB, les USA, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Grèce, la Serbie, la Belgique, l'Italie et le Monte-Negro ; Mission Parmentier⁵² relatif aux dettes contractées par la France à l'égard des puissances alliées (octobre 1921-février 1923) : correspondance de la direction des fonds du ministère des finances avec Londres et Washington, dettes contractées par la France à l'égard de États-Unis ; Prolongation des Crédits de la Banque d'Angleterre venant à échéance en 1922-1923 (août 1916-12 avril 1923) : accords de Calais, or de la banque de France ; Or Russe remis aux alliées (1922-1924)⁵³ ; Presse.

(août 1922-1924)

Conférences internationales

LAS 37 Conférences de 1922. Conférence de Cannes de janvier 1922⁵³ : PV franco-britanniques de Londres à soumettre au Conseil suprême à Cannes (décembre 1921),

⁵¹ Le plan élaboré par Seydoux à l'automne 1920 et présenté avec succès aux Alliés et aux Allemands lors de la conférence des experts de Bruxelles, en décembre, veut développer les réparations en nature pour mettre en place une réelle collaboration économique franco-allemande. Mais il est encore trop tôt, deux ans après l'armistice, pour que les gouvernements et les opinions publiques acceptent de raisonner en ces termes. Cf. Stanislas Jeannesson, *Jacques Seydoux et la diplomatie économique dans la France de l'après-guerre*, Université Paris IV.

⁵² M. Parmentier est alors Directeur du mouvement des fonds au Ministère des Finances et se voit confier, en mai-août 1922, par Poincaré, la mission d'exposer, aux Etats-Unis, devant la Commission américaine, l'impossibilité pour le gouvernement français de contracter, en raison de sa situation, un engagement défini pour le règlement de sa dette.

⁵³ Du 6 au 13 janvier, la Conférence de Canne réunit au sommet les puissances sorties vainqueur de la guerre pour dessiner les relations internationales en Europe après les traités de paix. Les principaux sujets abordés sont : Comment reconstruire le continent, quelles relations nouer avec la Russie soviétique, faut-il une alliance franco-anglaise et peut-on assouplir le paiement des réparations par l'Allemagne ? Lors de la conférence, Briand est ouvert à

PV des 16 séances de la conférence (6-13 janvier), Note sur la question des réparations, Projets d'accords et de solutions ; Conférences de Londres d'août et de décembre 1922 (juillet-décembre 1922) : Conférence du 9-10 décembre : Projet de Mussolini, PV confidentiels des 4 séances de la conférence, Conférence du 7 au 14 août (juillet-août) : PV confidentiels des 7 séances de la conférence, télégrammes échangées avec Paris, Divers notes, projets, rapports et propositions ; Conférence interalliées des ministres des finances à Paris (janvier-mars 1922).

(décembre 1921-janvier 1922)

LAS 38 **Conférence de Gênes 1:** Télégrammes à l'arrivée (3-25 avril) ; Télégrammes à l'arrivée (26 avril- 20 mai) : Poincaré, Barthou⁵⁴, Barrère, Margerie⁵⁵, Laurent, Gilbert, Maugras, Delavaud, Charles.

(mars-mai 1922)

LAS 39 **Conférence de Gênes 2**⁵⁶ : Préparatifs et délibérations (mars-août 1922) : Rapports au ministre sur la réunion des experts alliés à Londres (mars-avril), Emprunt allemand, notes et délibérations du Comité Morgan des experts financiers (11 mars-4

la proposition d'aménagement de la dette allemande en contrepartie d'une garantie des frontières françaises, mais désavoué par Alexandre Millerand, président de la République de 1920 à 1924 et une parti du Parlement, Briand démissionne.

⁵⁴ Louis Barthou (1862-1934) : En 1922, Barthou est alors Ministre de la Justice au sein du gouvernement Poincaré. Nommé en 1894, à l'âge précoce de 34 ans au poste de Ministre des Travaux publics, il est ensuite successivement ministre de l'Intérieur en 1896, de nouveau ministre des Travaux publics de 1906 à 1909, puis Garde des Sceaux de 1909 à 1913. Louis Barthou est devenu l'un des grands notables de la III^e République. Le 22 mars 1913, sous la présidence de Raymond Poincaré (18 février 1913 – 18 février 1920), il devient Président du Conseil, poste qu'il gardera jusqu'au 2 décembre 1913. Conscient de la montée des périls (crise d'Agadir de 1911, etc.) et avec l'appui du président de la République Poincaré, il reprend le projet de son prédécesseur, Briand, visant à augmenter la durée du service militaire: la loi des trois ans est votée par la Chambre en juillet 1913, malgré l'opposition de la SFIO et d'une bonne partie des radicaux. Écarté un temps de la vie politique, il retrouve en 1917 une place de premier plan en récupérant le ministère des Affaires étrangères. Tout au long des années 1920, il continue d'occuper des ministères importants, comme ceux de la Guerre et de la Justice de 1926 à 1929, dans des gouvernements de coalition républicaine.

⁵⁵ Pierre de Margerie (1861-1942) : père de Roland de Margerie, ambassadeur à Bonn, le grand-père d'Emmanuel de Margerie, diplomate, de Bertrand de Margerie, jésuite et théologien, de Diane de Margerie, écrivain, et l'arrière-grand-père de Ramon Fernandez. Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères, en août 1914, il reçoit la déclaration de guerre de l'ambassadeur d'Allemagne, le comte von Schoen. Nommé ambassadeur de France à Berlin de 1922 à 1931, il cède par la suite son poste à André François-Poncet. Il contribue également au rayonnement intellectuelle de l'ambassade, quelque peu mis à mal par la guerre, en y recevant entre autres, l'écrivain Rainer Maria Rilke et le peintre Orlik, mais aussi Paul Valéry, André Gide, Jean Paulhan, Colette, Coco Chanel, André Maurois ou Paul Claudel. Cf. Bernard Auffray, *Pierre de Margerie (1861-1942) et la vie politique de son temps*, éditions Klincksieck, Paris : 1976

⁵⁶ La conférence de Gênes (10 avril-19 mai 1922) regroupe des représentants de 34 pays, avec pour but de rétablir l'ordre monétaire mondial complètement désorganisé par la Première guerre mondiale. Cette conférence a lieu à l'initiative de la Grande-Bretagne et réunit tous les pays ayant participé au conflit sauf les États-Unis. Les accords prévoient la mise en place d'un système hybride d'étalon change -or au sein duquel les pays pourront choisir entre une convertibilité de leur monnaie en or si leur stock le leur permet ou considérer la Livre et le Dollar comme monnaie de réserve substitutive. La délégation française porte par ailleurs la question des emprunts russes sur le devant de la scène. Devant l'insistance de la France pour récupérer cet argent (son économie est exsangue et de nombreux porteurs se trouvent lésés), la délégation soviétique accepte, moyennant le paiement de 30 milliards de roubles-or, lesquels "rembourseraient" l'ingérence des alliés dans la guerre civile ayant suivie la Révolution. Devant le refus des Occidentaux, les négociations achoppent sur ce point, qui n'est d'ailleurs toujours pas tranché.

août) ; Télégrammes et notes de Poincaré au départ (12 mars-13 mai 1922).

(mars-août 1922)

Conférence de 1923. Conférence de Paris du 2 janvier 1923 (décembre 1922-janvier 1923) : Télégrammes à l'arrivée de Margerie, Saint-Aulaire, Poincaré (17-31 décembre 1922), Notes préparatoires ; Conférence franco-belge de Bruxelles du 6 juin 1923 (mars-juin 1923) : notes sur les réparations les dettes interalliés, les régions libérées, notes de Dayras, notes de Camery, politiques financière et extérieure de l'Allemagne etc.

(1922-1923)

Occupation de la Ruhr

LAS 40 Préparation et administration de l'occupation :

- *Préparation de l'occupation* (avril 1921-janvier 1923) : Notes et analyses militaires, financières, économiques et politiques sur l'opération, Cartes et plans de la Ruhr, Rhénanie – Statistiques, impôts, douanes, productions etc. ; Organisation et administration (18 janvier 1923-11 janvier 1924) : Arrêtés du Général Degoutte (18 janvier-1er avril 1923), Ordonnances de la Haute-Commission interalliés des territoires rhénans (HCITR)(18 janvier-30 mars 1923), Notes sur l'attitude allemande et la situation des territoires occupés (1 avril 1923-11 janvier 1924).

- *Journal officiel de la Chambre et du Sénat* (avril-novembre 1924) : Journal officiel de la Chambre (20 juin-28 novembre), Journal officiel du Sénat (17 avril-29 novembre).

(avril 1921-avril 1923)

LAS 41 Aspects financiers

- *Questions financières* (décembre 1922-décembre 1923) : Questions de la monnaie rhénane (1 décembre 1922-8 décembre 1923) : Notes de Tirard⁵⁷, notes de la Banque de France, bons de la régie des chemins de fer des territoires occupés etc., Le problème monétaire dans les territoires allemands occupés (1923), finances de la Sarre (septembre 1923), Comptes rendus de la mission financière de la Ruhr (13 janvier-20 juin 1923) ;

- *Recettes et dépenses* (janvier-décembre 1923) : Exploitation des gages de la Ruhr (17 janvier-14 décembre 1923) : douanes, charbon, *Koblensteuer*⁵⁸, prestations en nature et chemin de fer, Bilan financier de l'occupation de la Ruhr au 30 septembre et 31 décembre 1923 et 31 janvier 1924 : résumé comptable, état des dépenses, états de recettes, crédits pour la Ruhr.

⁵⁷ Paul Tirard (1879-1945) est alors Haut-Commissaire des provinces du Rhin et président de la Haute-Commission interalliés des territoires rhénans (HCITR), poste qu'il occupe de 1919 à 1930.

⁵⁸ *Trad.* Taxes et impositions allemandes sur le charbon.

(décembre 1922-décembre 1923)

LAS 42 Télégrammes et correspondance: Correspondance échangée avec l'Ambassade d'Allemagne (23-29 janvier 1923) ; Comptes rendus téléphoniques avec le 3e bureau de l'armée du Rhin à Mayence (15 janvier-11 mars 1923) ; Télégrammes de l'Etat-Major du Général Degoutte⁵⁹ (16 janvier -4août 1923) ; Télégrammes envoyés par le Ministère de la guerre à Düsseldorf (21 janvier-9 avril 1923) ; Télégrammes avec Munich et Berlin (19 janvier -3 mars 1923) ; Télégrammes de Paul Tirard à Coblenche (20 janvier-6 septembre 1923) ; Télégrammes de Paris pour Bruxelles, Rome etc. (21 janvier-9 mai 1923) ; Télégrammes de pays autres que l'Allemagne ; Télégramme de Divers (2 – 18 février 1923);Travaux publics (janvier mars1923).

(janvier-septembre 1923)

Inflation et cherté de la vie

LAS 43 La crise du franc : Notes et rapports divers sur la question du change (janvier 1922-janvier 1924) ; Campagne contre le franc (décembre 1923-février 1924) ; Graphiques de Change ; Compte courant entre le Trésor public et la Banque de France (décembre 1923-1924) : Comptes d'amortissements (4 décembre 1922), projet de convention avec la Banque de France⁶⁰ (18 décembre 1922), notes sur le fonctionnement du compte, projet de loi tendant à l'ajournement du remboursement de 2 milliards du Trésor à la Banque de France au 31 décembre 1923 (6 décembre 1923), convention conclus avec la Banque de France contenant des stipulations relatives au remboursement des avances de l'État (7 décembre 1923), emprunts (1922-1924), presse.

(1922-1924)

Vie chère et traitements: Indice des prix ; Argumentation générale : Note du budget, baisse des salaires dans l'industrie, rapports des émoluments avec le coût de la vie, fonction publique et chemin der fer, renseignement ; Renseignement sur les traitements et les accessoires du traitements : commission Hébrard de Villeneuve, suppléments de traitement depuis 1919, indemnités de chargés d famille, résidence, cherté de la vie ; Propositions du Ministre, du gouvernement et débats à la chambre ; Échelle mobile.

(1924)

⁵⁹ Jean-Marie Joseph Degoutte (1866-1938) est un général-français dont le nom est associé à la Première guerre mondiale et à la construction de la Ligne Maginot alpine. Après une carrière qui le conduit en Tunisie, à Madagascar ou encore au Maroc, lorsque est signée l'armistice, il est chargé de rédiger les clauses du Traité de Versailles avant de se voir confier le commandement l'armée du Rhin, en octobre 1919. En janvier 1920 il entre au Conseil supérieur de la guerre et en 1923, dans la continuité de ses précédentes missions en Allemagne, on lui confie la charge de l'occupation de la Ruhr jusqu'à son évacuation totale en 1925.

⁶⁰ Le gouverneur de la Banque de France est alors M. Robineau.

Intérêts bancaires et industrielles

LAS 44 Banques. Société centrale des Banques de Province ; Renouvellement du privilège de la Banque d'Indochine ; Société française de gérance de la Banque industrielle de Chine⁶¹ : Bilans et Comptes d'ordre (1920-1921), Notes et correspondances (décembre 1921-juillet 1923), Commission interministérielle chargée d'examiner le plan de réorganisation de la BIC : rapport de la commission, note sur le projet de M. Porte, PV des réunion, Rapport Benoist sur le règlement transactionnel de la Banque industrielle de Chine (juin-octobre 1922) , Revue de Presse : Parmentier et la banque industrielle de Chine.

(1920-1923)

Industrie et travaux publics. Société pour l'exploitation des pétroles de Mésopotamie (1919- septembre 1923) : considérations sur la politique pétrolière française⁶², affaires contentieuses, accords franco-britanniques du 7 avril 1919 concernant les pétroles ; Aménagement de la Dordogne (mars-août 1922) ; Manufactures de l'État ; Arsenaux de la Marine ; Affaire de la Société des Wagons-lits (août-septembre 1923) ; Grands réseaux de chemin de fer français (1924).

(1919-1924)

Défense nationale

LAS 45 Budget et missions de la défense : Projet de budget de la guerre (1921-1922) : effectifs budgétaires, crédits matériels, charges militaires à l'étranger, dépenses budgétaires pour la défense nationale en 1913 et 1920-1922 ; Lois militaires (1922) : projet de lois sur le recrutement de l'armée, constitution des cadres et effectifs ; Programme militaire d'ensemble (janvier 1922) : natures et crédits des dépenses par secteur et direction du ministère de la guerre ; Politique aéronautique de la France (novembre 1923) : renseignement sur les budgets des aéronautiques étrangères, stockage des moteurs d'avion, demande de crédit hors budget pour l'aéronautique navale, étude sur la politique aéronautique française ; Dossier Bérenger (1923-1924) : dossier secret sur les dépenses en matériel aéronautique, essence et combustibles, services de renseignement ; Avances et cession de matériel de guerre aux gouvernement

⁶¹ La Banque Industrielle de Chine a été créée en 1913 en France avec pour objectif de financer l'expansion industrielle française en Chine et en Extrême-Orient. Les statuts mentionnent dans l'objet de la société : "Toutes opérations de banque et de finances, généralement quelconques, en tous pays, et spécialement la mise en œuvre des accords intervenus et à intervenir avec le gouvernement de la République Chinoise". Elle disparaît en 1921 suite à une banqueroute.

⁶² Les lendemains de la guerre voient se mettre en place une coopération franco-britannique, dans un contexte de très forte dépendance de la France à l'égard des États-Unis d'Amérique pour ses importations pétrolières et du développement d'une compétition exacerbée entre les deux grandes puissances anglo-saxonnes. Les accords de mars 1919 entre Henry Bérenger et Sir Walter Long en incarnent la première sanction officielle. Cf. Roberto Nayberg, *La politique française du pétrole à l'issue de la première guerre mondiale : perspective et solution*, PUF, 2006, p. 111-133.

étrangers (Pologne, Autriche, Roumanie, Yougoslavie) ; Action politique et militaire au Maroc⁶³ (1922) : demande de relèvement des crédits militaires, cartes et plans divers, effectifs militaires nécessaires, bilan de la situation militaires et politique en juillet 1921 ; Affaires de Smyrne.

(1921 - 1924)

LAS 46 Conseil supérieur de la Défense Nationale⁶⁴ - Rapports des séances : Cadres et effectifs des armées, état militaire et naval des diverses puissances pouvant intervenir dans un conflit européen, , Organisation de la Nation en temps de guerre, mobilisation économique et l'organisation des services de communications en temps de guerre, programmes militaires d'ensemble⁶⁵, Chemin de fer Transsaharien : rapport et cartes de la commission d'études⁶⁶ (janvier 1923) traités de garantie mutuelle, mobilisation industrielle en temps de guerre, gares frontières du Rhin, politique du pétrole en France⁶⁷.

(mai 1922 – novembre 1923⁶⁸)

Divers

LAS 47 Fonctionnement interne du Ministère des finances : Personnel du Ministère des finance ; Réduction du nombre de fonctionnaires ; Locaux ; Sous-secrétariat d'État au Ministère des finances ; Traitements du personnel des autres ministères : ministères de l'instruction publique (professeurs et magistrats, projet Léon Bérard, personnel de l'enseignement, amélioration de la situation matérielle des magistrats, autres ministères; Révision du décret de 1862 : réorganisation des services du Trésor, renforcement et simplification du contrôle de l'exécution des budgets, réforme en matière de comptabilité publique, rapports de la Cour des comptes ; Secret professionnel ; Les circulaires du Ministre (3 février 1922 – 13 mars 1924) ; Locaux du Ministère : premières recherches de locaux, dossier Saint-Nicolas, examen de l'immeuble Levallois-Perret, affaire des locaux de l'ancien séminaire Saint-Sulpice (décembre 1921-mars 1923).

⁶³ Ces propositions sont déposées par le Maréchal Lyautey, résident général du protectorat français au Maroc en 1912, Ministre de la guerre lors de la première guerre mondiale avant de retourner au Maroc au lendemain où il est fait Maréchal de France en 1921. En 1925, sous le gouvernement Painlevé il se voit retirer le commandement des troupes engagées contre la rébellion d'Abd-el-Krim qui est alors confiée à Philippe Pétain. Lyautey démission et rentre définitivement en France en 1925.

⁶⁴ Conseil dépendant des services de la Présidence du Conseil, en l'occurrence de Raimond Poincaré également Ministre des Affaires étrangères. Direction des services du secrétariat général du Conseil supérieur de la défense nationale confiée au Général Serrigny. Jean Fabry est alors Vice-Président de la Commission d'étude du Conseil de la Défense Nationale et M. Mathieu secrétaire général du Ministère des Travaux publics.

⁶⁵ Rapporté par le premier chef d'Etat-Major de l'Armée, le général Ragueneau, le 23 novembre 1922.

⁶⁶ Présenté par Albert Mathieu, Inspecteur général des Ponts-et-Chaussées, conseiller d'État et secrétaire général du Ministère des Travaux publics.

⁶⁷ Le directeur des essences et pétroles au Ministère du Commerce et de l'Industrie est alors M. Pineau.

⁶⁸ Détails des séances et réunions : 25-27 mai 1922, 7 juillet 1922, 19 juillet 1922, 20 juillet 1922, 26 octobre 1922, novembre 1922, décembre 1922, 1er mars 1923, mai 1923, juillet 1923, octobre 1923, 8-10 novembre 1923.

(1922-1924)

LAS 48

Affaires diverses : Réforme des pensions civiles et militaires (1923-1924) : Projet primitif du gouvernement, proposition de d'Aubigny, vote par la chambre et commission des finances du Sénat, question des ouvriers, coût de la loi, généralités, discours et notes diverses, rapports de la chambre et du sénat ; Congrégation: édifices culturels et projet de loi de 1922 ; Affaire Arago (mai 1923).

(1922-1924)

LAS 49

Dossiers personnels du Ministre: Présentation du Ministre aux membres du corps diplomatique (1922) ; Télégrammes de félicitations pour la nomination au poste de Ministre des Finances (1922) ; Courriers et correspondance personnels du Ministre (1921-1924) : correspondance avec Raimond Poincaré (1921-1924), 1921, 1922, 1923, 1924, non daté ; Dossier de l'examen de l'inspection (février 1924) ; Dossier François-Marsal⁶⁹ (1920-1924) ; Affaires individuelles présentées au Ministre (1923-1924) ; Discours divers du ministre (presse).

(1920-1924)

⁶⁹ Frédéric François-Marsal (1874-1958) : il commence une carrière d'officier en Indochine. Attaché au cabinet de Paul Doumer, gouverneur de l'Indochine (1900-1904), il travaille dans différentes banques : fondé de pouvoir puis directeur général de la Banque privée industrielle, commerciale et coloniale à Lyon (1906) puis à Paris (1913), administrateur de la Banque de l'union parisienne (1919). Spécialiste des questions financières, il est attaché au cabinet de Georges Clemenceau, président du Conseil, responsable des questions économiques (1917-1918), expert financier près la délégation française à la conférence de la paix (1919). Il devient ministre des Finances dans les cabinets Alexandre Millerand (20 janvier - 24 septembre 1920), de Georges Leygues (24 septembre 1920 - 16 janvier 1921), et de Raymond Poincaré (29 mars - 9 juin 1924). Il exerce également les fonctions de président du Conseil des ministres et de ministre des finances du 8 juin 1924 au 10 juin 1924 et assure l'intérim du président Alexandre Millerand après sa démission (du 11 au 13 juin 1924). Il fut sénateur du Cantal de 1921 à 1930.

Le militant de la Fédération Républicaine

L'opposant au cartel des Gauches

LAS 50 **Contexte financier et « Mur d'argent⁷⁰ »** : Emprunt de 1924 ; Coupures de presse sur le rapport Violette relatif au déficit du budget de 1924 ; Notes personnelles et presse sur la situation de la Trésorerie (1924-1925) : Comptes de la crise, Échéances, historique des bons de la défense sur la trésorerie, Plafonds de emprunts, Bons, circulations et banque de France, politique de Herriot ; Budget de 1925 (décembre 1924-décembre 1925 : presse et débats parlementaires ; Exposé sur la situation financière à la commission des finances par Henri Chéron⁷¹ (2 juin 1926) ; Fuites des rapports Parmentier (1928) ; Notes personnelles et revue de presse divers sur la période du Cartel(1924-1927) : Lettres ouverte à « La France du Sud-Ouest »⁷² (janvier 1926).

(1924-1926)

LAS 51 **Finances étrangères** : Enquête sur la situation budgétaire et le redressement financier de différents pays (Tchécoslovaquie, Roumanie, Angleterre, Italie, Autriche, Suisse, Finances belges), Finances belges.

(1924-1926)

⁷⁰ Le terme « mur d'argent » est une expression qui traduisait dans les années 1920 l'opposition des milieux bancaires et financiers à toute réforme économique et sociale en France. Elle fut pour la première fois employée par Édouard Herriot, alors qu'il était chef du gouvernement du Cartel des gauches en 1924, afin d'explicitier l'hostilité des milieux bancaires et financiers dont la méfiance aggravait les difficultés financières que connurent son gouvernement (fuite des capitaux, dévaluation du franc, trésorerie publique quasi-nulle, etc.)

⁷¹ Henry Chéron (1867-1936) : député puis sénateur du Calvados, il fut à de nombreuses reprises ministre sous la IIIe République : Sous-secrétaire d'État Sous-secrétaire d'État à la Guerre (octobre 1906 - juillet 1909), Sous-secrétaire d'État à la Marine (janvier 1909 - novembre 1910), Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (mars - décembre 1913), Ministre de l'Agriculture (janvier 1922 - mars 1924), Ministre du Commerce et de l'Industrie (septembre - novembre 1928), Ministre des Finances (11 novembre 1928 - 21 février 1930), Ministre de la Justice (novembre 1930 - janvier 1931), février - octobre 1934), Ministre des Finances (18 décembre 1932 - 31 janvier 1933), Ministre de la Justice (février - octobre 1934). Ces différentes responsabilités, auxquels s'ajoutent sa fonction de président du Conseil général du Calvados (1911-1936) et son élection comme sénateur (1913), l'obligèrent à abandonner l'hôtel de ville de Lisieux. Il retrouva toutefois son fauteuil de maire à la fin de sa vie, de 1932 à 1936. Son action ministérielle est tout à fait notable, puisqu'il réussit à maintenir l'équilibre budgétaire sans alourdir les impôts et soutient la production agricole. Sa formule « L'épi sauvera le franc » est restée fameuse. Il fait également voter la loi du 30 décembre 1928 instituant une caisse d'assurance et de protection contre les calamités agricoles et on lui doit le décret du 17 février 1930 sur l'organisation administrative et financière des régies municipales.

⁷² Relative à un article de ce journal tendant à rejeter sur le Bloc National la responsabilité des difficultés financières alors rencontrées par le Cartel des Gauches

Collection du JO : Discours de Herriot⁷³ et Dubois sur l'Allemagne et les Réparations, discours de Maginot sur la Ruhr et le désarmement, discours Marion sur les dettes interalliées, discours Pietri⁷⁴ sur l'impôt sur le revenu, discours d'Herriot sur le traitement des fonctionnaires, discours Violette et Bokanowski sur la division générale du budget, emprunt Caillaux contre l'inflation, situation financière, budget 1925.

(1925)

Notes, discours et conférences

LAS 52 **Notes personnelles et revue de presse** : Brouillons de lettres, interventions et notes diverses (1924-1930), notes sur les débats parlementaires, discours de Carcassonne, journaux catholiques, catholiques et élections, Le Provost de Launay et les journaux radicaux, le Progrès civique, articles sur la politique financières du Bloc National (rapport Parmentier etc.), Ère nouvelle, politique générale.

(1924-1935)

LAS 53 **Discours et conférences** : Conférence Salle Malakoff (octobre 1924), Conférence Poincaré (10 décembre 1924), Conférence Jouffroy⁷⁵ (1925), Châteaudun (1er février 1925), Limoges – 17 mai 1925), Conférence au Comité national d'étude (15 juin 1925), Discours de Millerand à la Ligue républicaine nationale (14 novembre 1925), Discours de Mont Brissou (6 décembre 1925), Montpellier (20 décembre 1925), Congrès de Limoges (9 janvier 1926), Discours de Bordeaux à la Ligue républicaine nationale (14 février 1926), Conférence de Brive et Lyon (26 et 28 février 1926), Conférence à Châteauroux (14 mars 1926), Conférence de Maubeuge (11 avril 1926), Discours de Périgueux à la Ligue républicaine nationale (22 mai 1926), Conférence du palais Pompéien (7 juin 1926), Conférence de Toulon et Montélimar (novembre-décembre 1926), Discours de Grenoble (10 février 1927), Coulommiers (20 mars 1927), Georges Bonnet à Brive (juin 1927), Les Andelys (11 juin 1927), Brive avec Paul Reynaud (juillet 1927), Fédération de la Seine (6 décembre 1927), Conférence de

⁷³ Édouard Herriot (1872-1957) : homme politique français du parti radical, Sénateur de 1912 à 1919, député du Rhône en 1919-1940 et 1945-1957, maire de Lyon en 1905-1940 et 1945-1957, ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement dans le gouvernement Aristide Briand en 1916, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans le gouvernement Raymond Poincaré de 1926 à 1928, Président du Conseil, cumulé avec le ministère des Affaires Étrangères en 1924, 1926 et 1932.

⁷⁴ François Pietri (1882-1966) : élu député de la Corse de 1940 à 1924, il occupa surtout de nombreuses fonctions de premier plan au sein des gouvernements successifs des années 1920-1930 telle que celles de sous-secrétaire d'État aux Finances du 23 juin au 19 juillet 1926 dans le gouvernement Briand, ministre des Colonies du 3 novembre 1929 au 13 décembre 1930 dans les gouvernements Tardieu ; ministre du Budget du 27 janvier 1931 au 20 février 1932 dans les gouvernements Laval, ministre de la Défense Nationale du 20 février au 3 août 1932 dans le nouveau gouvernement Tardieu; ministre des Colonies du 26 octobre au 26 novembre 1933 dans le gouvernement Sarraut ; ministre des Finances du 30 janvier au 4 février 1934 dans le gouvernement Daladier; ministre de la Marine Militaire du 9 février 1934 au 1^{er} juin 1935 dans les gouvernements Doumergue et gouvernement Flandin, ministre de la Marine du 1^{er} juin 1935 au 4 juin 1936 dans les gouvernements Fernand Bouisson, Laval et Sarraut puis ministre des Communications du 12 juillet au 6 septembre 1940 dans le gouvernement Laval sous le régime de Vichy.

⁷⁵ Conférence relative au budget de 1924, à la politique fiscale et au programme du Cartel.

Rouen (décembre 1927).

(1924-1927)

LAS 54 Discours et conférences : Conférence Chaillot (janvier 1928), Discours de Lyon sur la polémique avec Caillaux (21 janvier 1928), Tours (janvier-février 1928), Discours de Bordeaux (25 mars 1928), Conférence à l'Écho de Paris⁷⁶ (1928), Kérillis⁷⁷ (9 mars 1929), Rouen (7-8 juin 1929), Situation financière (février 1930), Traitement des fonctionnaires (30 décembre 1929), Opération de Bourse (13 mars 1931), Causerie sur le Limousin à la TSF (2 mai 1931), Conférence de Lille (3 octobre 1931), Conférence de San Angelo (28 novembre 1931), Conférence devant les Jeunesses Patriotes (25 janvier 1932), Conférence de Beauvais (17 mars 1932), Divers discours personnels et interview (1932), Élections le Corbeiller (mars 1933), Discours sur le XIIe (mars 1933), Conférence de Narbonne⁷⁸ (mai 1934), Conférence sur la fiscalité (18 mai 1934), Discours sur la dévalorisation/déévaluation (mai 1935), Conférence de Lyon (22 mai 1935), Conférence sur la Crise de la Jeunesse (28 février 1936), Conférence sur la situation financière et l'organisation Kérillis (9 mars 1936), Banquet du Comité d'arbitrage (26 mars 1936), Réunion du Comité d'Union nationale Républicaine (24 avril 1936), Conférence sur les Colonies (n.d), Conférence de Périgueux (n.d).

(1928-1936)

Activités politiques et électorales de la Fédération

LAS 55 Activité de la Fédération : Correspondance et communiqués de la Fédération (1924-1926) ; Congrès de Fédération : (février 1932-1935) ; Lettres de soutiens à la résolution concernant les assurances sociales ; Politique générale de la Fédération (1928-1935) ; Résumé de l'activité de la XIVe législature (1928-1932) ; Fédération et commerçants : réunion des commerçants du XVIe, lois commerciales votées par les députés en 1932-1936, grèves de l'impôt ; Indemnité des députés sous la convention ; plan de l'assemblée.

(1924-1936)

Élections municipales XVIe arrondissement : Élections municipales (1929 : Fontenay, Fernand Laurent Le Provost de Launay, autre; Élections du quartier de la Porte Dauphine – XVIIe arrondissement (mai-juin 1933) : présentation des candidats de la liste d'Union nationale (Charles-Maurice Bellet⁷⁹, Pierre Besançon, A.A.

⁷⁶ Conférence relative à la politique financière de la Chambre « blocarde », du Bloc National, du Cartel, de l'Union nationale et aux dettes interalliées ainsi qu'aux accusations portées contre la politique d'emprunt du Bloc National, du déséquilibre budgétaire et des impôts Poincaré.

⁷⁷ Discours sur le budget de 1928.

⁷⁸ Conférence relative à la chute du Cartel le 6 février 1934 et la mise en place du gouvernement Doumergue d'Union Nationale.

⁷⁹ Charles-Maurice Bellet (1880- ?) : député de la Haute-Garonne de 1919 à 1924 sur la liste d'Union républicaine et nationale au côté de Vincent Auriol et Charles Barrès, il a également été président de la Fédération républicaine de la

François, Gilbert Gaillard,⁸⁰ Albert Gautrat), PV du Comité de conciliation (19 mai-7 juin 1933), Correspondance Gaillard de 1932, Correspondance des candidats 1933, documents officiels et correspondance avec la Fédération de la Seine, convocation des candidats, correspondance, notes et documentation diverse relative à la campagne ; Élections municipales de La Muette, Chaillot, Dauphine (mars-avril 1935) : correspondance, programme, matériel de campagne, amendement sur la péréquation des circonscriptions.

(1929-1935)

LAS 56 Élections législatives XVI^e arrondissement : Élections législatives (1924) : Résumé des promesses faites par les différents partis dans leur programmes électoraux en mai 1924, profession de foi de Bernard, Ducaud et Gautrat dans le département du Gers, résultat des élections de la 3^e circonscription du département de la Seine ; Élections législatives (mars 1928) : Correspondance (juillet 1927-mars 1928), Congrès national de la Fédération Républicaine, Listes et résultats, Affiches et programmes de campagne, Profession de foi et lettres aux électeurs, Comité, Affaire Mainville, Affaire Le Provost de Launay⁸¹, Autres, Revue de presse.

(1924-1928)

Élections législatives XVI^e arrondissement : Élection législatives (juin 1932) : Correspondance, affiches et programmes de campagne, dossier Duboin⁸², Journal

Seine et vice-président de la Fédération républicaine de France pendant près de 15 ans. Il fait partie des Commissions du règlement, de l'administration générale, de l'Algérie et des colonies, et des régions libérées. Membre du groupe de l'entente républicaine démocratique, dont il devient secrétaire général puis vice-président au début de 1923, il s'attache à réaliser l'union entre tous les républicains qui ne sont ni socialistes, ni radicaux. Il est l'auteur de diverses propositions de loi concernant les anciens combattants et la constitution d'une caisse d'amortissement de la rente française ainsi que de rapports sur la réorganisation de l'administration et la réforme des tribunaux administratifs, il prend part à la discussion du projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales et à celle des budgets de 1920 (retraite des instituteurs, H.L.M., réduction du nombre des sous-préfectures), 1922 (réforme des conseils de préfecture, allocation aux chômeurs) et 1923 (programme de réformes municipales, déductions pour charges de famille en matière d'impôts sur les salaires).

⁸⁰ Gilbert Gaillard (1843-1898) : homme politique français ayant particulièrement marqué la vie politique du Puy-de-Dôme où il est successivement élu Conseiller municipal (1870) puis Maire de Clermont-Ferrand (1880-1884), Député du Puy-de-Dôme de (1883-1889), Sénateur du Puy-de-Dôme de (1889-1898), Conseiller général du Puy-de-Dôme et enfin Président de la chambre de commerce de Clermont.

⁸¹ La Fédération républicaine, présidée par M. Louis Marin décide de rayer de ses cadres du parti M. Le Provost de Launay, ancien député, candidat à la députation dans la 2^e circonscription du 16^e arrondissement de Paris, contre Charles de Lasteyrie. La Fédération républicaine se trouve alors dans une situation particulière et délicate due à la candidature parallèle de 2 de ses membres dans le 16^e arrondissement. Elle doit arbitrer entre les deux membres de son parti, tous deux candidats et donne la préférence à Lasteyrie. Le Provost de Launay a tout de même maintenu sa candidature et mené, d'après la Fédération républicaine, contre Charles de Lasteyrie une campagne de tracts et d'affiches. La Fédération a donc rendu contre lui une véritable sentence, dans laquelle elle déclare que, « par ses attaques injustifiées, M. Le Provost de Launay prend à son compte les allégations mensongères du cartel des gauches et qu'il soutient ainsi des doctrines contraires à celles qu'a toujours défendues la Fédération républicaine ». Le conseil national de la Fédération a, en conséquence, décidé « à l'unanimité la radiation de M. Le Provost de Launay des cadres du parti ». Cf. *Le temps*, 17 avril 1928

⁸² Jacques Duboin (1878-1976) : banquier, industriel et homme politique français. En octobre 1935, il crée le journal de réflexion socio-économique *La Grande Relève*. Il y présente au fil des années sa vision d'une économie de partage des richesses qu'il nomme « économie distributive ».

officiel⁸³ (1928-1932) ; Élections législatives (mars 1936) : Profession de foi, comité d'arbitrage, correspondance, matériel de campagne.

(1932-1936)

⁸³ Intervention de M. Duboin au sujet de la politique de Poincaré : crise et stabilisation financière, impôt sur le capital

Le député de la Seine

Interventions parlementaires

LAS 57 Interventions parlementaires au JO : Loyer (juin 1929), Assurances sociales (février 1930), Discours sur le budget (14 février 1930), Ratification du plan Young (29 mars 1930), Finances locales (juillet 1930), Incident Malvy (novembre 1931), Main d'œuvre étrangère (21 décembre 1931) Situation financière (février 1932), Loi de finances et budget de 1932 (1er avril 1932), Dettes américaines et chute d'Herriot (14 décembre 1932).

(1929-1932)

LAS 58 Interventions parlementaires au JO : Projets financiers et chute de Chéron (28 janvier 1933), Redressement budgétaire (février 1933), Discours sur le XIIe de mars (11 février 1933), Incident Malvy⁸⁴ et Précompte (23 octobre 1933), Projet Sarraut (24 novembre 1933), Charges de famille et fonctionnaires (10 décembre 1933), Autos et essences (23 décembre 1933) Caisse des pensions (décembre 1935), Gratuité de l'enseignement secondaire (décembre 1935), Baisse de la Livre, Reichsmarks et Sarre (février 1935), Dévaluation (1935).

(1933-1936)

La crise économique et situation des années 1930 (1928 -1936)

LAS 59 Trésorerie et difficultés budgétaires: Crise, Inflation et Banque de France (1928-1931) : presse et notes sur la cherté de la vie, l'effondrement des marchés français, les mouvements de l'or et des taux d'escompte de la banque de France, compte-rendu du conseil général de la Banque de France (29 janvier 1931) ; Communication du ministre à la commission des finances de la Chambre des députés (5 février 1930) ; Généralités sur le budget ; Ressources de la Trésorerie (1930-1931) ; Recouvrements ;

⁸⁴ Louis-Jean Malvy (1875-1949) : député du Lot de 1906 à 1919 et de 1924 à 1940, il accède également à diverses fonctions ministérielles. Ministre de l'intérieur lors de la Première guerre mondiale. Il décide de ne pas appliquer le carnet B afin de prévenir une éventuelle réaction ouvrière face à la guerre et permettre audacieusement le ralliement des ouvriers à l'Union Sacrée. Lors de la contestation sociale de 1917, qui consume le consensus autour de l'Union Sacrée, il fait pression sur les entrepreneurs afin qu'ils accordent des augmentations à leurs employés pour que ces derniers puissent faire face à la vie chère (grève des ouvrières, à Paris, en juin). Partisan d'une paix blanche, il est soupçonné de pacifisme et Clemenceau l'accuse Malvy d'avoir fourni des renseignements militaires à l'Allemagne et d'avoir fomenté les mutineries de 1917 (ce qui était entièrement faux). Cette lettre est lue à l'assemblée nationale par le président du Conseil Paul Painlevé le 4 octobre. Espérant être disculpé Malvy demande à ce qu'une commission soit mise en place pour juger son action. Il était condamné à 5 ans de bannissement, s'exile en Espagne avant d'être amnistié en 1924. De nouveau ministre de l'intérieur en 1926, il plaide, avec le ministre Bonnet, pour une paix séparée avec Mussolini qu'il a rencontré. Cf Jean-Yves Le Naour, *L'affaire Malvy, le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette Littérature, 8 novembre 2007.

Amortissements ; Limitation des dépenses ; Thésaurisation (1936) : le cartel et le budget⁸⁵ ; France statistiques financières.

(1928-1935)

Finances étrangères : Sous-commission des Crédits extérieurs ; (décembre 1931) : avances du trésor à la Hongrie et à la Yougoslavie, déposition du ministre des finances, correspondance ; Documentation sur la situation financière en Belgique (1934-1935), Rapports sur la situation économique et financière en Italie⁸⁶ (avril 1935).

(1931-1935)

LAS 60 Redressement financier: Notes et rapports au Ministre Germain-Martin sur la situation des finances (1932-1934) ; Projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire⁸⁷ (juillet 1932) ; Projet de loi Auriol tendant à assurer l'équilibre du budget de l'exercice 1933 (janvier 1933) ; Projet Daladier, Lamoureux et Bonnet⁸⁸ (octobre 1933) ; Rapports et projets Sarraut, Gardey et Bonnet ; Projet Chautemps (décembre 1933) : alcool, discours en préparations, JO, rapport sur le rétablissement de l'équilibre budgétaire ; Projet Marquet⁸⁹ (1934) ; Décrets lois réalisant le redressement des finances publiques en exécution de la loi du 8 juin 1935⁹⁰.

(1932-1935)

LAS 61 Dévaluation : Documents généraux sur la question de la dévaluation (1934-1935) ; Discours de Paul Reynaud (mai - novembre 1935) ; Revue de presse sur le débat déflation / dévaluation : Notes et presse sur la stabilisation des monnaies

⁸⁵ En 1936, J.M. Keynes théorise l'impact de la thésaurisation sur le Revenu au moyen de son concept de « trappe à liquidité ». En delà d'un certain taux d'intérêt, la demande de monnaie à des fins de spéculation devient infinie et crée ainsi une rigidité à la baisse des taux d'intérêt. Cette demande de monnaie à des fins de spéculation s'ajoute à la demande de monnaie à des fins de transaction et de précaution, qui détermine le niveau d'épargne des agents. Par le biais du mécanisme du multiplicateur, ce surplus d'épargne va diminuer la consommation puis l'investissement, du fait d'anticipations négatives (sur la consommation) des entrepreneurs, et, *in fine*, le Revenu National. Cf. J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, coll. « Petite bibliothèque Payot », 1969, 400 p.

⁸⁶ Ces documents constituent un ensemble de notes remises par l'attaché financier à M. Roumillau.

⁸⁷ Projet de loi présenté au nom d'Albert Lebrun président de la République Française par M. Germain-Martin, ministre des finances et par M. Palmade, ministre du budget.

⁸⁸ Ce projet concerne le redressement financier de la France. Édouard Daladier est alors président du Conseil, Georges Bonnet, Ministre des Finances et Lucien Lamoureux, Ministre du Budget. Le projet, mis au point dans le cadre de la loi de finances, concerne notamment les pensions aux anciens combattants, et plus généralement le problème des retraites et des prélèvements. Il est vivement critiqué par Paul Reynaud.

⁸⁹ Le plan Marquet de 1934, est un vaste programme d'équipement, conçu par le ministre du Travail Adrien Marquet (1884-1955), dans une optique de lutte contre le chômage et de développement des infrastructures de transports, notamment le chemin de fer. Fils de dentiste, maire de Bordeaux pendant vingt ans, deux fois ministres, son parcours l'a en effet conduit du socialisme SFIO à l'extrême droite fascisante. Lorsqu'il est élu à la mairie de Bordeaux en 1925, puis député de la Gironde avec la majorité du cartel des Gauches, Adrien Marquet s'avère le tenant d'un socialisme municipal. Préoccupé par le développement économique de sa ville comme par la question sociale, il lance un programme d'urbanisme.

⁹⁰ Ces décrets lois confirment le rejet de la dévaluation et la poursuite de la politique de déflation.

internationales (1931-1936) : États-Unis, Londres, Tchécoslovaquie, Belgique, Pays-Bas, Danzig.

(1935)

Finances publiques. Finances locales (1929-1930) : finances départementales et communales, budgets locaux, réformes des finances locales et de l'urbanisme ; Caisse des dépôts et des consignations (1931-1932)⁹¹ : notes, rapports et bilans financiers divers sur les fonds de la caisse et leur emploi ; Caisse des retraites et des pensions (1932-1936) : pensions civiles et militaires, receveurs buralistes, caisse des pensions ; Élévation du plafond des bons du Trésor (janvier 1935) ; Contrôle des offices (1931-1932)⁹² : proposition de loi de création (décembre 1932), listes et notes sur les offices et établissements autonomes de l'État, réglementation des offices, offices des alcools, offices de la potasse .

(1929-1936)

Fiscalité et équilibre budgétaire

LAS 62 Budget de 1930. Presse et notes sur le rendement de l'impôt (1929) ; Projet de loi sur la fixation du budget ; Exonération, exemptions et abattements fiscaux ; Dégrèvements fiscaux : notes, études, documentation, presse et projets ; dépenses recouvrables.

(1929-1930)

LAS 63

Impôt sur le Revenu et fraude fiscale: Calcul de l'impôt, barèmes et revenus imposables (1927-1933) ; L'impôt sur le revenu à l'étranger ; Notes personnelles et presse diverse sur la question de l'impôt sur le revenu (1932-1933) ; Généralités sur les finances et l'impôt ; Notes sur la fraude fiscale, l'impôt général sur le revenu et le précompte.

(1927-1936)

Fiscalité diverse: Codification des lois fiscales (1926) ; Dégrèvements « démagogiques » demandé par les radicaux et les socialistes (1928-1932) ; Chiffres d'affaires (octobre 1928) ; Taxes de luxe (1928) ; Impôts sur les transports (1929) ; Allumettes (1930) ; Cadastre (1930) ; Impôt de Bourse (1931) ; Projet de monopoles des assurances (1933) ; Taxes sur les spectacles (1935) ; Succession (1933-1935) ; Douanes et *tariff reform*.

⁹¹ Relatif à la surveillance des fonds de cette caisse dont l'origine (banque d'État, compagnie étatique d'assurances et assurances sociales) font dire à ses opposants qu'il s'agit d'une « Banque centrale du socialisme d'État ».

⁹² La commission de contrôle des offices est une organisation composée de membres des commissions financières et budgétaires de l'Assemblée et du Sénat ainsi que des membres de la Cour des Comptes, chargée d'exercer un contrôle financier sur les offices et les établissements autonomes de l'État.

(1926-1928)

LAS 64 Réformes fiscales: Note sur la Réforme du régime fiscal des valeurs étrangères en France ; Réformes des finances et impôts locaux⁹³ (1927-1931) ; Privilèges fiscaux des coopératives (1933-1934) ; Décret lois et réformes de la fiscalités (juin 1934-janvier 1935).

(1927-1935)

*Assurances sociales*⁹⁴

LAS 65 Textes des projets et propositions de loi et de résolution.

(1921-1936)

LAS 66 Documents de travail : Notes et rapports sur la réforme des assurances sociales (1930-1933) ; Extension du régime aux chauffeurs de taxis ; Correspondances et revendications (1930-1936) ; Rapport Fontenay sur le projet de budget de l'assistance publique de 1931 ; Exemple de feuille de maladie ; Notes manuscrites diverses.

(1930-1936)

LAS 67 Presse et discours. Notes, brouillons et presse sur les discours de Charles de Lasteyrie Revue de presse.

(1930-1935)

Service d'Alsace-Lorraine

LAS 68 Budgets: Projets de loi et généralités(1930-1936) ; Assurances sociales (1934-1936) ; Impôts locaux (1934-1935) ; Dépenses engagées ; Enseignement primaire et secondaire ; Chômage – étrangers (1933-1934) ; Indemnité de l'occupation

⁹³ Ces réformes concernent notamment la suppression et le remplacement des centimes additionnels départementaux et communaux et la réorganisation des budgets locaux, patentes, impôts locaux, réformes des finances locales.

⁹⁴ En mars 1928, les assurances sociales sont rendues obligatoires dans l'industrie et le commerce puis étendues par la loi du 30 avril 1930 au reste de la société. Les assurances sociales représentent une nouvelle avancée vers l'Etat social puisqu'elles instaurent une couverture pour des « risques » non encore intégrés dans l'univers de la protection sociale: maternité, invalidité, décès. Une amélioration de la législation de 1910 sur les retraites, qui avait montré de graves déficiences, est également prévue. La principale nouveauté est toutefois la création d'une assurance maladie versant des indemnités journalières en remplacement du salaire perdu aux ouvriers contraints de cesser le travail et remboursant une partie des frais médicaux et pharmaceutiques exposés à cette occasion. Ainsi, la grande majorité des salariés français se trouvent désormais dotés d'une protection étendue à la plupart des accidents de la vie, à l'exception notable du chômage Cette législation perdue sans changement jusqu'à la création de la Sécurité sociale en octobre 1945 par le gouvernement provisoire dirigé par Charles De Gaulle, qui en organise la généralisation.

allemande ; Caisse d'épargne ; Budget exercice général de 1936.

(1930-1936)

LAS 69 Monopole des Tabacs⁹⁵: Manufactures de l'État ; Correspondance : Caisse autonome, Général Bourgeois⁹⁶, Burrhus, Mengus, Ministère des Finances, Nominé⁹⁷, Royer, Selig, Groupements intéressés, divers ; Projets et Rapports à la commission des finances : Rapport Lasteyrie et examen des articles, comparaison du projets de loi n°4932 et du projet nouveau proposé, projets de loi, rapport et avis de commission des finances et de la chambre des députés.

(1928-1935)

Autres. Direction générale des Services d'Alsace-Lorraine ; Sarre (1935) ; Communes – Loi municipale ; Sous-préfectures (Metz-Campagne⁹⁸, Strasbourg) ; Note sur l'exploitation pétrolifère de Pechelbronn ; Note sur les droits de l'autorité judiciaire à l'égard des associations coopératives ; Police de Strasbourg ; Statistiques économiques ; Université de Strasbourg ; Revue de presse.

Politique étrangère

LAS 70

Relations interalliées : Conférence de Paris et dettes interalliées (janvier 1925 ; Dettes russes et accords franco-soviétiques (1927-1936) : revendications contre le gouvernements soviétiques, proposition de loi, de résolution et amendement⁹⁹. coupures de presses, journaux officiels, mémoire du groupement des Sociétés industrielles françaises dépossédées en Russie, correspondance, notes diverses. Ratification des dettes interalliées (mai-juin 1929)¹⁰⁰ : notes et rapports sur les dettes de la France envers les États-Unis et la Grande Bretagne, rapport Marin (1917), rapports Vincent Auriol (1925-1926), discours de Caen et de Chambéry, notes et rapports sur les plan Young et Dawes, questions de la commission des affaires étrangères, notes personnelles et coupures de presse.

(1925-1936)

⁹⁵ Projet de loi étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et la Moselle les dispositions de la législation française relative aux tabacs (1933).

⁹⁶ Joseph Émile Bourgeois (1857-1945) : général et sénateur français. Il est élu maire de Sainte Marie-aux-Mines du 23 décembre 1919 au 7 juillet 1924 date à laquelle il démissionne pour protester contre l'introduction de lois laïques que le conseil municipal avait votées en son absence. En 1920, il est élu sénateur du Haut-Rhin puis réélu en 1927, comme représentant de l'Union populaire républicaine.

⁹⁷ Henri Nominé : député et conseiller général, maire de Sarreguemines.

⁹⁸ Relatif à la décision de suppression de la sous-préfecture de Metz-Campagne.

⁹⁹ Relatif à l'ouverture de négociations avec les soviets pour le règlement des créances françaises. Lasteyrie et la Commission des finances sont plutôt opposés à l'ouverture de crédits en faveur de la Russie et proposent une retenue de 5 % en faveur des porteurs de fonds russes qui serait prélevée sur le montant des commandes ou des achats effectuées en France par des organismes dépendant de l'URSS. Conférence de Paris

¹⁰⁰ Conférence de Paris

LAS 71 Relations franco-allemandes : Conférence de la Haye¹⁰¹ : Allemagne, Ruhr, Banque internationale, situation financière et évacuation de la Rhénanie¹⁰² ; Plan Dawes¹⁰³ – Plan Young¹⁰⁴ (1929-1932) ; Déficit du programme Brüning¹⁰⁵ (octobre 1930-février 1931) ; Crédits allemands (février-mars 1931) ; Budgets allemands (1928- 1932) : rapport sur le budget aéronautique, divers articles sur l'armement et les budgets militaires, statistiques sur les dettes des communes et associations de communes en mars 1928 et sur les émissions allemandes (août 1929-mars 1931) ; Moratoire Hoover¹⁰⁶ (juin 1931) ; Rapport de Bâle¹⁰⁷ (18 août 1931).

(1928-1932)

¹⁰¹ La conférence de La Haye d'août 1929 portait sur les réparations. Une de ses décisions majeures fut l'adoption du plan Young. Considéré comme une seconde négociation du Traité de Versailles de 1919, il est mis au point par un groupe d'experts financiers américain, présidé par Owen D. Young chargé de réviser le plan Dawes jamais appliqué. Il redéfinit le montant des réparations allemandes désormais fixées à 121 milliards de *Reichsmark* payables jusqu'en 1988.

¹⁰² L'évacuation de la Rhénanie ne commence qu'à partir du mois de juin 1930.

¹⁰³ Le plan Dawes est un arrangement des réparations dues par l'Allemagne signé le 24 juillet 1924, suite au traité de Versailles de 1919 et ayant pour objectif de lutter contre l'hyperinflation qui mettait à mal la survie de la République de Weimar. Ce plan conçu par un groupe d'experts financiers présidé par Charles G. Dawes fut mis au point sous l'initiative des gouvernements américain et anglais. Il accorde un prêt américain de 800 millions de *Mark* à l'Allemagne pour l'aider à effectuer ses premiers versements et fait adopter le principe d'annuités progressives fondées sur le redressement économique de l'Allemagne. Le succès de sa réalisation explique dans une large mesure le redressement monétaire et financier de l'Allemagne dans la seconde moitié des années 1920.

¹⁰⁴ Le plan Young apparaît comme une seconde négociation du Traité de Versailles de 1919. Mis au point par un groupe d'experts financiers américain présidé par Owen D. Young, il est adopté lors de la Conférence de la Haye de 1929 en révision du plan Dawes. Il redéfinit le montant des réparations allemandes désormais fixées à 121 milliards de *Reichsmark* payables jusqu'en 1988, prévoit l'évacuation de la Rhénanie et supprime la commission des réparations. Mais l'incapacité de l'Allemagne à tenir ses engagements dans le contexte de la crise des années 1920 fait que ce plan ne sera jamais appliqué. En 1932, la Conférence de Lausanne réduit de nouveau de 3 millions de *Mark* mais ses conclusions ne seront jamais ratifiées et l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 compromet définitivement les espoirs de remboursement de la France comme toute autre application des clauses du Traité de Versailles.

¹⁰⁵ Heinrich Brüning (1885-1970) : Nommé chancelier le 28 mars 1930 par Hindenburg, président de la République de Weimar, Brüning forme un gouvernement minoritaire soutenu par les partis du centre. Ses objectifs principaux sont le règlement de la question des réparations, la résorption du chômage et l'assainissement du budget de l'État par une politique déflationniste. Il est brièvement ministre des finances. En juillet 1930, le Reichstag rejette son programme financier, ce qui le conduit à le dissoudre le même mois. Après les élections du nouveau Parlement (septembre 1930), au cours desquelles le parti nazi (NSDAP) passe de 14 à 107 députés, Brüning forme un gouvernement minoritaire toléré par le parti social-démocrate (SPD) et soutenu par le président de la République. C'est par décrets lois qu'il tente alors d'imposer sa politique déflationniste visant à enrayer la crise économique, de plus en plus grave. Mais ses mesures monétaires et politiques échouent, entraînant une recrudescence du chômage et un approfondissement de la crise dans le pays, ce qui contribue à renforcer les partis d'extrême droite (NSDAP) et d'extrême gauche (KPD), parti communiste. En raison de différends politiques et à l'instigation du Général von Schneicher, le président Hindenburg le démet de ses fonctions de chancelier (30 mai 1932) et charge Franz von Papen de former le nouveau gouvernement.

¹⁰⁶ Le moratoire Hoover, adopté en 1931, propose un ajournement d'une année du paiement des réparations et des dettes interalliées pour tenir compte du contexte de la crise économique mondiale mais il marque en réalité le glas de tout espoir de remboursement de la France.

¹⁰⁷ Le rapport de Bâle est établi par un comité d'expert institué sur recommandations de la Conférence de Londres de juillet 1931 sur la situation monétaire et financière internationale. Constitué d'experts financiers alliés sous la direction du banquier Layton-Wiggin, il autorise à retarder de six mois une première échéance de la dette allemande. Mais malgré cette mesure, l'Allemagne reste insolvable et le plan Young inapplicable.

Politique intérieure

LAS 72 **Instruction publique et « école unique »** : Conférence sur la crise de la jeunesse et l'école unique, notes personnelles, coupures de presse, JO.

(1931-1935)

LAS 73 **Commerce, transports et industrie.** Droit de sociétés (1927-1934) : Réglementation du bilan des SA (1928-1929), vente des fonds de commerce, action à vote plural (1927-1930) : étude du Professeur Wahl, projet de loi au Sénat (mars 1927), presse ; Transports : réorganisation de la Compagnie générale transatlantique(1931), Chemins de fer (1926-1936) ; Industries : Pétroles (1924-1930), *American Foreign oil* (1925), Canal de Suez (1925), Chaussure (1929), Automobile (1929), Potasse, (1933), Coopératives (1934), Radiodiffusion (1934) ; Diffusion (1935) ; Coton (1935), Intendance (1935), Mines (1935).

(1927-1935)

LAS 74 **Autres.** Affaires militaires : Lois militaires (1927-1928), Défense nationale, Budgets militaires (janvier 1932), Désarmement, Marine (1931) ; Questions religieuses : Congrégations (1924-1929), Projet de location de Saint-Sulpice, Nouvelle église de Saint-Pierre de Chaillot (1929) ; Fonctionnaires (1926-1936) : effectifs, traitements, budget ; Réforme du règlement de la commission des finances de la Chambre¹⁰⁸ (décembre 1931) ; Socialisme (1933-1936) : presse, note et conférence ; Village sanitaire Clairvivre (1934) ; Chômage (1935) ; Natalité (1935) ; Monopole de l'Alcool (1935) ; Réforme électorale¹⁰⁹(février 1936) ; Tourisme (février 1936) ; Musée du Trocadéro (février 1936) ; Note, presse, document ou affaires isolés (1928-1935) : Familles nombreuses (1928), Loyer (1928-1935), Habitation Bon Marché (1929), Allocation familiales (1929), Discours politiques de Caillaux, Warren et Poincaré (1929), Étranger (1929-1934), Franc-Maçonnerie (1934), Foyer Hôtelier, France mutualiste (1935).

(1924-1936)

¹⁰⁸ Dans le contexte de la crise des années 1930, cette réforme est consécutive à la motion déposée par MM. Lasteyrie, Chassaigne-Goyon et de Monicault visant à n'accepter, au cours de l'examen du budget 1932, aucun amendement tendant à la création de chapitres budgétaires nouveaux ou à l'augmentation des crédits demandés pour chaque chapitre par le gouvernement.

¹⁰⁹ Cette réforme prévoit le redécoupage d'un certain nombre de circonscriptions électorales dont celles de Paris et de la Seine.

INDEX

A

Allemagne...4, 5, 11, 16, 18, 19, 20, 23, 27, 28, 34, 35, 36,
37, 38, 44, 49, 54
Allocation familiales..... 55
Angleterre 32
Angleterre, Banque d' 35
Armée du Rhin.....24, 28, 34, 37, 38, 40, 53
Assurances sociales.....49, 52
Aubert, Marie-Jacques..... 18
Auriol, Vincent..... 28, 31, 33, 34, 45, 50, 53
Autriche.....23, 24, 39, 43

B

Banque de France.....4, 5, 37, 38, 49
Bérenger, Henry..... 34, 39
Blocus 11, 15, 19
Blum, Léon 33
Bokanowski, Maurice 31, 33, 44
Bourgeois (Général)..... 53
Brive-la-Gaillarde15, 29, 44
Bruxelles, conférence24, 28, 35, 37, 38
Bruxelles, onférence.....23, 34
Budget 4, 5, 6, 8, 16, 18, 23, 27, 28, 29, 32, 33, 34, 38, 39,
43, 44, 45, 49, 50, 51, 52, 54, 55

C

Caillaux, Joseph.....23, 44, 45, 55
Cartel des Gauches 43, 50
Chapon (Évêque de Nice) 19
Chemins de fer23, 29, 32, 40, 55
Cochin, Augustin 15
Cochin, Denys3, 15, 19
Cochin, Jean 15
Comité Morgan 36
Conférence de la Haye..... 11, 54
Conseil des 4 24
Correspondance 11, 15, 16, 19, 20, 29, 33, 38, 45, 46, 53
Corrèze3, 4, 5, 12, 27, 29, 30
Crédit national.....5, 23, 27, 34

D

Décrets lois 50
Défense nationale.....12, 39, 40, 44, 55
Déflation..... 50
Deutsch Mark..... 11, 15, 24, 54
Dévaluation 43, 45, 50
Dordogne (fleuve) 29, 30, 39
Duboin, Jacques 46, 47

E

Élections législatives.....29, 46
Espagne 20
États-Unis d'Amérique. 11, 15, 16, 21, 23, 24, 35, 36, 39,
50, 53

F

Fédération Républicaine.....8, 20, 27, 43, 44, 45, 46
Fiscalité 9, 28, 29, 31, 32, 46, 51, 52
Franc-Maçonnerie 55
François-Marsal, Frédéric 11, 15, 41

G

Gaspari (Cardinal)..... 19
Gènes, Conférence..... Voir , Voir , Voir , Voir

H

Herriot, Édouard.....27, 43, 44, 49
Hongrie 11, 24, 28, 50
Hoover, Herbert-Clark 11, 19, 20, 54

I

Impôts4, 5, 8, 16, 18, 28, 31, 32, 33, 37, 43, 44, 45, 46,
47, 51, 52
Italie3, 11, 23, 31, 32, 35, 43, 50

K

Kérillis..... 45
Klotz, Louis-Lucien11, 19, 20, 23, 28

L

La Villette, conférence 23
La Villette, protocole financier..... 24
Land Bank of Egypt 16, 17
Ligue républicaine nationale 44
Lloyd-Georges, David..... 16
Londres..... 3, 11, 28, 35, 36, 50, 54

M

Malvy, Louis-Jean..... 49
Marché des rentes de guerre 33
Margerie, Pierre de..... 15, 36, 37
Marin, Louis..... 23
Marine..... 18, 31, 39, 43, 44, 55
Maroc..... 38, 39, 40
Martin, Louis..... 15, 50
Ministère des affaires étrangères .. 15, 19, 20, 23, 36, 40
Monopoles d'État..... 31, 53, 55
Mur d'argent 43

P

Paris, Conseil supérieur des puissances alliées 23
Parmentier 11, 35, 39, 43, 44
Patentes..... 18, 52
Pechelbronn 53
Pensions civiles et militaires 5, 16, 27, 32, 41, 49, 50, 51
Pétrole de Mésopotamie 11, 39

Picard, Alfred.....	18
Plan Dawes.....	11, 53, 54
Plan Young.....	54
Poincaré, Raymond.....	4, 5, 9, 15, 23, 31, 32, 35, 36, 37, 40, 41, 44, 45, 47, 55
Projet Marquet.....	50

R

Régions libérées.....	8, 19, 27, 32, 33, 34, 37, 46
Réparations allemandes... ..	5, 7, 11, 23, 24, 27, 28, 33, 34, 35, 37, 54
Retraites.....	50, 51, 52
Roumanie.....	28, 32, 35, 39, 43
Occupation de la Ruhr.....	7, 11, 29, 37, 38, 44, 54
Russie.....	11, 20, 32, 35, 53

S

Sarre.....	11, 27, 37, 49, 53
Sénat.....	9, 31, 34, 37, 41, 51, 55
Spa.....	4, 28, 34
Spa, conférence.....	23
Spa, protocole financier.....	23, 24

Suisse.....	20
-------------	----

T

Télégrammes.....	16, 19, 20, 36, 37, 38, 41
Trésorerie.....	29, 32, 43, 49
Trêves, Conférence.....	23, 24
Trêves, protocole financier.....	23, 24
Trianon, protocole financier.....	24

V

Vaugelas.....	16
Versailles, protocole.....	27

W

Wiesbaden, protocole de.....	28, 34
------------------------------	--------

Y

Yougoslavie.....	23, 39, 50
------------------	------------